



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC) [2018-11-16 / 2018-11-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Vendredi 16 novembre.

L'UNC Ituri demande à Kamerhe de s'engager à nouveau dans l'accord de Genève. Les militants du parti politique Union pour la Nation Congolaise (UNC) à Bunia demandent à Vital Kamerhe de s'engager à nouveau dans l'accord de Genève qui a abouti à la désignation de Martin Fayulu comme candidat commun de l'opposition à l'élection présidentielle du 23 décembre. Cette requête a été rendue publique mercredi 14 novembre par Liévin Binwenyi, président fédéral de l'UNC en Ituri. Ce dernier affirme avoir tenu plusieurs réunions avec les militants du parti pour aboutir à cette position. Liévin Binwenyi estime que « Vital Kamerhe a été induit en erreur par sa ceinture proche ». « Devant un peuple meurtri, seul le réengagement de Kamerhe à l'accord de Genève sur la candidature unique de l'opposition à la présidentielle du 23 décembre prochain reste l'unique solution qui fera de lui un homme grand », a estimé Liévin Binwenyi.

Les parlementaires encouragés à accélérer l'adoption des lois. Le président du sénat, Léon Kengo wa Dondo et le président de l'assemblée nationale, Aubin Minaku, encouragent les députés et sénateurs à adopter les différents projets et propositions de lois en des termes identiques. Les présidents de ces deux chambres du parlement se sont réunis jeudi 16 novembre afin d'harmoniser les vues sur la marche à suivre, afin d'accélérer le rythme de l'examen et de l'adoption des matières encore dans les tiroirs au niveau des deux chambres. A quelques jours de la clôture de la session ordinaire de septembre, quatorze lois importantes ne sont pas encore votées par les deux Chambres du Parlement. Il y a entre autres la loi sur le personnel de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et celle portant protection de défenseur des droits humains. Les sénateurs s'inquiètent du fait que la majorité des lois déjà adoptée par leur chambre traînent encore à l'Assemblée nationale.

Bruxelles : les 5 leaders de l'opposition renouvellent leur soutien à Martin Fayulu. Jean-Pierre Bemba, Moïse Katumbi, Adolphe Muzitu, Martin Fayulu ainsi que le représentant de Mbusa Nyamuisi ont publié un communiqué dans lequel ils expliquent que l'accord politique Lamuka a été signé librement et sans contrainte le 11 novembre 2018 à Genève. Enfin, ils déclarent que Martin Fayulu est un véritable soldat du peuple dont le cursus, l'expérience et l'engagement sont avérés.

Kinshasa : la police présente du matériel de sonorisation saisi pour tapage. Le commandant unité de lutte contre la criminalité, le major Alphonse Landu, parle de 94 baffles et plusieurs équipements de sonorisation saisis. Par la même occasion, vingt-huit criminels ont été présentés, dont deux sont présumés auteurs des plusieurs enlèvements et vols des voitures ainsi que des motos.

Nouvelle attaque des ADF à Beni. Les rebelles des ADF ont de nouveau attaqué jeudi 15 novembre dans la soirée un quartier de la commune rurale d'Oicha chef-lieu du territoire de Beni (Nord-Kivu). La société civile locale parle de cinq civils tués et d'une dizaine de maisons incendiées par les assaillants. Selon des sources locales, les assaillants, qui ont réussi à contourner les positions des Fardc, ont immédiatement attaqué les populations civiles. Janvier Kasairyo, secrétaire de la société civile du territoire de Beni : « Ce matin, lorsque nous sommes allés sur le lieu, nous avons retrouvé plus de quinze maisons incendiées, 5 morts notamment deux femmes et trois hommes, avec beaucoup d'autres biens emportés ».

RDC : 650 000 grossesses non désirées évitées grâce aux méthodes contraceptives. Les méthodes contraceptives ont permis d'éviter plus de 650.000 grossesses non désirées en RDC, selon un rapport de Family planning. Ce nouveau rapport international révèle que l'utilisation des méthodes contraceptives modernes est en augmentation en RDC. Cette amélioration a empêché six cent trente mille grossesses non désirées et près de deux cent mille avortements pratiqués dans de mauvaises conditions entre juillet 2017 et juillet 2018. Par ailleurs, le rapport montre que plus d'une femme mariée sur trois âgée de 15 à 49 ans a encore un besoin non satisfait en matière de contraception en RDC.

Nord-Kivu : la Monusco s'implique dans la résolution des conflits fonciers à Nyiragongo. Le tribunal de paix de Nyiragongo a rendu, jeudi 15 novembre, dix jugements dans les conflits fonciers qui opposaient des habitants de Kibumba,

localité située à une trentaine de km au Nord de Goma. Selon la Monusco, ces jugements réalisés vont inciter les autres familles qui hésitent encore, à opter pour une voie pacifique de résolution des conflits fonciers.

Beni : la société civile encourage les Fardc et la Monusco à neutraliser les ADF. « Nous avons également demandé à la population de soutenir les Fardc et la FIB, Brigade d'intervention de la Monusco, au front. Notre souhait est de voir ces opérations militaires continuer jusqu'à éradiquer définitivement ces groupes armés afin de permettre aux habitants de regagner leurs maisons, leurs champs et que toutes les activités puissent se dérouler normalement, notamment les activités scolaires », a souhaité Kizito Bin Hangi, président de la coordination de la société civile de Beni.

RDC : 40 familles des prisonniers demandent aux évêques catholiques de plaider la cause de leurs proches. Dans un mémorandum intitulé « Où est ton frère ? », les familles de plus de 40 prisonniers et quelques partisans des exilés politiques ont demandé aux évêques de la Conférence Episcopale Nationale du Congo de se pencher non seulement sur l'évaluation du processus électoral, mais aussi sur la question relative à la libération de leurs proches en vue d'une décrispation de l'espace politique en RDC. Selon ces familles, « aussi longtemps que les prisonniers politiques congolais ne seront pas libérés, il n'y aura aucune garantie d'un aboutissement heureux du processus électoral en RDC », déclarent-elles dans ce mémo.

Joseph Kabila préside la cérémonie de la fin de la formation de 3600 policiers à Kisangani. Ces jeunes policiers ont suivi une formation complète pendant près de cinq mois dans deux sites : au camp Lukusa et à l'école de police à Kapalata. Selon le directeur général des écoles de la Police, le commissaire Divisionnaire Célestin Kanyama, ces policiers ont été formés sur la « police de proximité, l'éthique et déontologie policière, le maintien et rétablissement de l'ordre public, l'armement et tirs, les droits de l'homme, droit international humanitaire, droit et protection de l'enfant, violences basées sur le genre, tactique, phase individuelle ». « La discipline, le respect strict des règles du bon comportement du policier vis-à-vis de la population. Evitez le vol, la tracasserie, l'ivresse publique, les violences sexuelles, bref, tout ce qui déshonore la police nationale congolaise », a recommandé le commissaire divisionnaire principal, Dieudonné Amuli Bahigwa.

Université de Kinshasa : retour au calme après la tension de l'avant-midi. Le site de l'Université de Kinshasa (UNIKIN) a retrouvé provisoirement son calme après la tension qui y a régné l'avant-midi de ce vendredi 16 novembre et les échauffourées de jeudi 15 novembre, qui ont coûté la vie à un étudiant. Pour l'heure, la situation est calme, une réunion des autorités universitaires devrait avoir lieu ce vendredi. Les étudiants manifestaient pour la levée de la grève des professeurs de l'Unikin. La police indique que les manifestations de colère organisées par les étudiants de l'Université de Kinshasa contre la grève des professeurs ont causé plusieurs dégâts matériels et humains. Deux étudiants ont perdu la vie de suite des blessures causées par balle, note le communiqué. La police ville de Kinshasa met en garde tout policier qui utilisera les armes à feu pour les interventions sur les sites universitaires, ajoute le communiqué.

Kinshasa : la société civile élabore une feuille de route à soumettre aux prochains dirigeants élus. Ce document a été élaboré au cours d'un atelier du Cadre de concertation de la Société civile. Les travaux ont duré trois jours. Ces assises ont été appuyées par l'Union européenne, la Monusco et la Caritas. Ce document a été élaborée sur base des données collectées par des experts de plusieurs domaines. « Nous définissons les priorités par province. Ce qui peut être comme éléments importants pour le développement de chaque province. Ce document met en exergue les besoins des populations qui peuvent être secourues et la façon d'améliorer la condition de vie des populations ».

Samedi 17 novembre.

Echauffourées à l'Unikin: le ministre Mbikayi appelle au calme. Au lendemain des échauffourées qui ont coûté la vie à deux étudiants de l'Université de Kinshasa (Unikin), Steve Mbikayi, ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, a appelé vendredi 16 novembre à Kinshasa toute la communauté estudiantine au calme. Le gouvernement a toujours condamné l'usage d'armes létales sur les sites universitaires, a indiqué au cours d'un point de presse. Il a promis de s'impliquer pour que les instances judiciaires sanctionnent les auteurs des tirs ayant mis fin à la vie de ces deux étudiants. Selon lui, des « contacts poussés » ont eu lieu avec les autorités académiques et les représentants des professeurs de l'université. Ces échanges ont abouti à un compromis sur les revendications des professeurs.

L'armée et la Monusco repoussent une nouvelle attaque des ADF à Beni. C'est aux environs de 19 heures, heure locale, qu'un groupe des ADF a fait une incursion dans le quartier Boikene de Rwenzori. Selon des sources militaires, les assaillants ont évité les positions des Fardc se trouvant un peu plus loin à Kasinga, avant de tenter d'attaquer l'une des bases de la Monusco. La réaction des casques bleus a été immédiate. L'attaque a été repoussée après échanges des tirs. Depuis ce samedi matin, certains habitants de Boikene étaient en train de quitter ce milieu vers d'autres quartiers de la ville plus sécurisés.

Moïse Katumbi appelle Felix Tshisekedi et Vital Kamerhe à revenir à la raison. « Nous demandons à nos amis de nous rejoindre, de revenir à la raison, parce que notre combat est de faire gagner le peuple congolais », a-t-il déclaré. Moïse Katumbi fait partie des cinq leaders de l'opposition congolaise qui se sont réunis jeudi à Bruxelles et ont réaffirmé leur fidélité à l'accord conclu dimanche dernier à Genève (Suisse). Ce texte désigne Martin Fayulu comme candidat commun de l'opposition à la présidentielle. Mais, Félix Tshisekedi (UDPS) et Vital Kamerhe (UNC) ont retiré leur signature de cet accord.

La stabilité économique s'est consolidée mais reste fragile en RDC, selon le FMI. La stabilité économique aussi bien interne qu'externe que la RDC a été retrouvée au dernier trimestre 2017 et s'est encore consolidée ces trois derniers mois de 2018, a indiqué le nouveau représentant résident du FMI à Kinshasa, Philippe Egombe. Ce résultat est consécutif à une politique budgétaire restrictive du gouvernement, basée sur des dépenses en fonction des disponibilités en caisse. La stabilité économique s'est consolidée, certes, mais elle demeure fragile. Fragile d'un côté à cause de la faible mobilisation des recettes internes de l'état, et de l'autre, à cause du fait qu'il s'agit d'une économie soutenue seulement par le secteur extractif, peu créateur d'emplois.

Beni : hommages aux sept casques bleus tués. Une double cérémonie a été organisée samedi 17 novembre à Beni en hommage aux sept casques bleus tués il y a trois jours au cours des opérations conjointes Fardc-Monusco contre les rebelles des ADF dans la région de Beni (Nord-Kivu). Au cours de la première cérémonie tenue à l'une des bases de la Monusco située au quartier Boikene, les hommages ont été rendus aux six casques bleus du bataillon malawite de la Brigade d'intervention de la Monusco. Les mêmes hommages ont été rendus au casque bleu tanzanien à la base de la Monusco de Mavivi. Après ces cérémonies, il est prévu le rapatriement des corps de victimes vers le Malawi et la Tanzanie.

Un pêcheur tué par des Maï-Maï sur le lac Edouard. Un pêcheur a été tué et un autre blessé lors d'une attaque perpétrée par des miliciens vendredi 16 novembre soir contre une embarcation des pêcheurs non loin de l'enclave de Vitshumbi sur le lac Edouard. Le secrétaire exécutif de la Fédération des pêcheurs individuels du lac Edouard, Josué Mukura, pense que cette attaque serait une des conséquences d'un recouvrement forcé, par les Maï-Maï, d'une taxe illégale sur les pêcheurs. C'est depuis 3 ans que les Maï-Maï Charles, actifs dans la partie sud du lac Edouard, vivent de la perception illégale des taxes sur les pêcheurs. Chacune des milliers des pirogues des pêcheurs locaux leur paierait 10 000 francs congolais par semaine, pour avoir l'autorisation d'accéder au lac Edouard. Une dizaine d'opérations militaires conjointes Fardc-Eco-gardes de l'ICCN ont déjà été menées contre ce groupe, sans pour autant parvenir à le neutraliser totalement.

Haut-Uele: manifestations pour les 10 ans des massacres perpétrés par la LRA. Les habitants des territoires de Dungu, Faradje et Niangara célèbrent ce samedi 17 novembre, le 10ème anniversaire des massacres perpétrés dans cette région par les rebelles ougandais de la LRA. Des manifestations grandioses sont organisées dans la cité de Dungu en présence de différentes autorités politiques, coutumières et religieuses. Les atrocités des présumés rebelles ougandais de la LRA dans les territoires de Dungu, Faradje et Niangara remontent aux années 2008. Néanmoins, en vue d'honorer la mémoire des victimes, un monument leur est dédié. Il a été inauguré ce samedi par l'administrateur du territoire de Dungu. Selon la CDJP, plus de 5 000 personnes ont trouvé la mort et de nombreux dégâts matériels ont été enregistrés pendant ces dix ans de massacres.

Bukavu : les transporteurs menacent de suspendre le trafic au poste frontalier Ruzizi 2. Les transporteurs de gros camions de transit en provenance de l'Afrique de l'Est menacent de suspendre le trafic sur la ville de Bukavu à partir du poste frontalier Ruzizi 2, à la suite du délabrement du tronçon routier entre le pont Ruzizi 2 et la place Major Vangu. Ces transporteurs décident ainsi d'entreposer toutes des marchandises à destination de Bukavu au Rwanda voisin. L'entreprise qui réhabilite cette route depuis 2016 dit être en rupture de financement. Le poste frontalier Ruzizi 2 est la seule voie d'entrée à Bukavu de tous les gros camions en provenance de l'Est de l'Afrique. Le tronçon routier entre Ruzizi 2 et le centre-ville de Bukavu, long de 2,7KM est aujourd'hui dans un état d'impraticabilité.

Dimanche 18 novembre.

Zoé Kabila plaide pour l'implication des jeunes dans la prise de décision des affaires de l'Etat. Pour le coordonnateur Zoe Kabila, les jeunes sont souvent utilisés pour porter des candidats à des postes, mais sont par la suite oubliés. « Depuis toujours, la jeunesse est présente dans les grands rendez-vous socio-politiques. Qu'il s'agisse de la mobilisation, la sensibilisation et parfois pour la résistance. Les jeunes sont toujours en premier lieu. Cependant, au moment de la prise de décision, ils ne sont pas suffisamment associés, ni représentés dans les organes de prise de décision », a dénoncé le coordonnateur de la cellule « Jeunesse » du FCC. Zoe Kabila appelle également les jeunes du FCC à travailler pour la paix et l'unité de la RDC, à l'instar de Joseph Kabila, le président sortant. « Je vous prie d'être les ambassadeurs de la paix et de

l'unité et de la cause de notre candidat auprès des jeunes de vos ligues et associations culturelles, pendant toute la période de notre candidat national. Pour que la RDC se développe, nous avons besoin de la stabilité. Nous avons besoin de la stabilité », a recommandé Zoe Kabila.

Combattre la faim, priorité du candidat président pasteur Joseph Mba Maluta. Le candidat à la présidentielle de décembre 2018, pasteur Joseph Mba Maluta a présenté samedi 17 novembre à Kinshasa, son programme de gouvernement. Il se focalise sur trois priorités : sécuriser et pacifier le territoire national, lutter contre la corruption et l'impunité, lutter contre la faim. Une situation d'agonie nécessite une « réanimation » totale et le réveil de la RDC passe par plusieurs solutions, qu'il résume en dix axes, notamment la restauration de l'Etat de droit, la bonne gouvernance et la satisfaction de besoins existentiels. Dans son programme, le candidat président Maluta reste convaincu que l'agriculture, peut relever l'économie congolaise. Pour atteindre son objectif, le pasteur Joseph Mba Maluta compte faire cavalier seul.

Kwilu : l'emploi est le plus grand défi du prochain gouvernement, estime un acteur politique. « Aujourd'hui, le plus grand défi, c'est cette jeunesse. On ne peut pas avoir dans un pays des millions de diplômés universitaires sans emploi. C'est un défi que le prochain gouvernement doit prendre en compte », a estimé le président national du RDR, Jean-Marie Kamenga, lors de sa campagne de sensibilisation tenue le week-end dernier à Kikwit, dans la province du Kwilu. Il demande à la jeunesse de « se ressaisir et de voter avec conscience. ».

Ituri : le comité de sécurité décide de supprimer les barrières illégales érigées par les militaires. Le comité de sécurité de l'Ituri a décidé de supprimer les barrières de tracasseries militaires et d'arrêter des militaires impliquées dans ces pratiques, a indiqué le gouverneur intérimaire, Pacifique Ketha, à l'occasion de la création d'une commission de suivi de résolutions pour la pacification de Djugu. Depuis quelques mois, la province de l'Ituri est proie aux conflits armés. La mise en place de commission de suivi des résolutions aura notamment pour mission d'impliquer les différentes couches sociales et les autorités compétentes de conscientiser les assaillants à déposer les armes. La commission vise aussi à chercher à renouer le climat de confiance entre les habitants de la collectivité de Walendu Pitsi et les soldats des Fardc accusées de graves violations de droit de l'homme notamment des tueries et d'arrestations arbitraires. Cette commission, notamment composée de l'administrateur du territoire de Djugu, le commandant du régiment des Fardc à Djugu et des chefs coutumiers, est mise sur pied pour le suivi de ces résolutions. Pour les notabilités de cette entité, cette insécurité est due aux frustrations de certains habitants suite aux bavures des Fardc, qui tuent et arrêtent parfois des civils innocents assimilés aux assaillants.

Kinshasa : nouvelle hausse du prix du carburant à la pompe. Le prix du carburant à la pompe est revu à la hausse, dimanche 18 novembre à Kinshasa. Selon la nouvelle structure des prix, le prix du litre de l'essence passe de 1,3 USD à 1,4 USD. Celui du gasoil de 2 100 FC à 2 230 FC. Le ministre de l'Economie, Joseph Kapika, explique ce réajustement par le taux de change et l'augmentation de prix du baril à travers le monde.

Lundi 19 novembre.

95 enfants sont morts de malnutrition en deux mois au Kwango et Kwilu. Quatre-vingt-quinze enfants de moins de 5 ans sont décédés de malnutrition du 1er septembre au 15 novembre 2018 dans les provinces du Kwango et Kwilu, selon les statistiques fournies par Pop Security, une ONG locale engagée dans la lutte contre ce phénomène. Ces décès ont été enregistrés parmi les enfants de déplacés du Kasai, dans la seule ville de Kikwit, indique cette ONG. Le chef de division provinciale de la Santé, Dr. Pierre Mwela Mangenzi, indique que cette maladie touche 40 à 45% d'enfants dans les provinces du Kwango et Kwilu. Beaucoup trop faible également paraît être l'appui des partenaires dans la réponse à ce fléau. A Mosango, la religieuse italienne Sœur Julienne Epis, dans la contrée depuis 55 ans ne s'est pas empêchée d'exprimer sa déception à la délégation de l'Unicef. « Quand on fait une organisation, il faut que ce soit continu. Vous donnez un peu, une année, deux années, puis, oh, plus de nourriture ». L'Unicef répond qu'il dépend « des bailleurs des fonds qui le soutiennent ».

Arrivée d'un nouveau groupe d'expulsés d'Angola au Lualaba. Un nouveau groupe de Congolais expulsés d'Angola est arrivé la semaine dernière au village Kasara à plus de 240 km du chef-lieu du territoire de Kapanga en province du Lualaba. Le groupe est composé d'une vingtaine de personnes parmi lesquelles des malades. Le territoire de Kapanga enregistre actuellement plus des cinq milles Congolais expulsés de l'Angola, selon l'ONG Sadri. Il y a quelques jours OCHA avait parlé de deux mille congolais sortis d'Angola qui sont arrivés dans cette contrée.

Kisangani : les habitants du bloc Ziniya à Makiso sommés de quitter ces lieux. A Kisangani, les habitants du bloc Ziniya au Quartier Plateau médical dans la Commune Makiso ont quatorze jours pour quitter ces lieux. Les habitants de ce bloc affirment qu'ils ont reçu il y a une semaine un ultimatum venant d'un colonel de l'unité aérienne des Fardc. Les habitants sommés de quitter le bloc Ziniya sont les rescapés de l'opération de démolition des maisons dans un rayon d'environ 250 m, près de l'aéroport de Simisimi en 2016. L'armée compte prolonger encore cette opération de 150 m. L'argument avancé par les militaires est que cet endroit fait partie de la concession militaire autrefois appartenant à la RVA.

La dernière session parlementaire fixée à jeudi 22 novembre. La dernière session de la législature du Parlement de la RDC est fixée au jeudi 22 novembre prochain. Légalement, elle devrait avoir lieu le 15 décembre. Mais à la suite de l'organisation des élections, l'Assemblée nationale et le Sénat avaient convenu de clôturer la session avant la campagne électorale (qui débute le même 22 novembre) pour permettre aux parlementaires candidats de battre campagne dans leurs circonscriptions électorales. A trois jours de la fin de cette législature, dix matières en cours d'examen risquent de ne pas arriver à terme. Certaines d'entre elle s'avèrent importantes pour la consolidation de la démocratie et de la sécurité en RDC, estime le député Juvenal Munubo. Il parle notamment de l'examen du rapport de la CENI, de la loi sur les libertés de manifestation, mais aussi celle autorisant la ratification du traité sur le commerce des armes.

Tshikapa : Un militaire tue quatre personnes et en blesse d'autres dans la commune de Kanzala. Le drame a eu lieu dans un deuil où le soldat poursuivait son épouse et son amant qu'il avait surpris en pleins ébats amoureux. Ces derniers auraient trouvé refuge dans ce deuil où étaient rassemblées de nombreuses personnes, a relaté Laurent Kambulu, maire de la ville. C'est ici où ce militaire, en colère, a ouvert le feu sur la foule, tuant trois personnes sur-le-champ et blessant six autres. Quelques heures après, l'une des six personnes blessées amenées à l'hôpital a succombé à ses blessures.

La tension persiste à l'Université de Kinshasa. « Nous, étudiants, exigeons ce qui suit : la levée de la grève des professeurs dans un délai de 48 heures, la prise en charge des obsèques [de deux étudiants] par le Gouvernement, la non-ingérence de la police dans ces obsèques, la libération immédiate et sans condition de nos camarades arrêtés arbitrairement », ont écrit les signataires de ce document. Les membres de la coordination des étudiants de l'Unikin, dénoncent aussi le silence des autorités tant universitaires que politiques à ce sujet. Les familles de victimes et une représentation de la coordination des étudiants de l'Unikin ont rencontré ce lundi le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire. Ensemble, ils ont convenu que le gouvernement va se charger des obsèques des deux victimes et ce, au plus tard samedi, selon la demande de deux familles. A cette occasion, les familles ont lancé un appel d'apaisement à toute la communauté estudiantine.

Ramazani Shadary présente un programme d'action chiffré à 86 milliards USD. Le candidat du Front commun pour le Congo (FCC) à l'élection présidentielle du 23 décembre, Emmanuel Ramazani Shadary, a présenté lundi 19 novembre à Kinshasa son programme d'action chiffré à 86 milliards de dollars américains. Il est axé notamment sur le renforcement de l'autorité de l'Etat. «Le premier axe sera donc le renforcement de l'autorité de l'Etat et l'amélioration de la gouvernance publique. Le deuxième axe, la construction d'une économie diversifiée et compétitive et le troisième axe, la lutte contre la pauvreté... », a détaillé Ramazani Shadary. Ce dernier promet également de s'atteler, une fois élu, au renforcement du rôle géostratégique de la RDC.

Mardi 20 novembre.

Seuls 120 médecins tradipraticiens sur les 2631 enregistrés détiennent des licences. C'est ce que renseignent les dernières statistiques officielles datant de 2013 et pas encore été actualisées. Le ministère de la Santé publique chargée de gérer ce secteur rencontre plusieurs difficultés en la matière, notamment celles liées principalement au manque de financement et de services de contrôle, renseigne une source interne dudit ministère. Plusieurs médecins qui œuvrent dans ce secteur opèrent donc dans l'illégalité. Selon Micheline Kingombe, directrice du Programme national pour la promotion de la médecine traditionnelle et des plantes médicinales, la médecine traditionnelle est un réservoir d'un savoir inexploré jusque-là en RDC. Ses acteurs possèdent des performances éprouvées qui peuvent guérir certaines maladies et même "celles déclarées incurables". Elle révèle cependant que les produits fabriqués par les tradipraticiens ne sont pas contrôlés tant qu'ils sont vendus dans leurs cabinets. Pour Micheline Kingombe, ceux qui installent les points de vente doivent détenir un document leur octroyant la permission de le faire.

Bunia : la prison centrale de Bunia dotée d'un nouveau pavillon pour femmes. La Prison Centrale de Bunia est dotée d'un pavillon spécial pour la détention des femmes et de leurs nourrissons. Cet édifice construit en dur avec le financement de la Monusco à hauteur de 70 200 dollars américains peut accueillir jusqu'à 104 pensionnaires, estime le Coordonnateur de

l'Entreprise GEOC qui a exécuté ce projet. Il est équipé d'un dortoir et de lits. On y trouve aussi une cuisine, un atelier d'apprentissage des métiers ainsi que des installations hygiéniques. Pour le gouverneur intérimaire de l'Ituri qui a présidé cette cérémonie d'inauguration, cet ouvrage permettra de désengorger l'ancienne cellule où les femmes étaient incarcérées dans des mauvaises conditions.

L'ASBL Mutoto appelle à l'implication de tous pour la gratuité de l'enseignement. L'Etat congolais, les acteurs sociaux et tous les parents devraient s'impliquer pour l'enseignement gratuit des enfants, a fait savoir l'ASBL Mutoto, à l'occasion de la célébration mardi 20 novembre, de la journée internationale des droits de l'enfant. Cette association déplore la déperdition scolaire due en majorité à l'incapacité des parents à verser les trois quarts des frais exigés souvent dans les écoles.

Meurtre des experts UN : examen des appels téléphoniques entre un colonel, un interprète et Zaida Catalan. Le ministère public s'est longuement penché à l'audience de lundi 19 novembre sur les échanges téléphoniques entre le colonel Mambweni, les experts de l'ONU et Betu, l'interprète qui accompagnait Zaida Catalan et Michael Sharp lors de leur voyage vers Bunkonde. Le 10 mars, par exemple, le colonel appelle Betu à 10h57. Une heure plus tard, l'interprète envoie un SMS à l'officier. Une minute après, Zaida Catalan appelle Betu. Quelques secondes après cette conversation, Betu envoie un SMS au colonel Mambweni. Le ministère public qui précise que ce genre d'échanges se poursuit le 11 mars, la veille du meurtre des experts, s'interroge alors sur ces conversations triangulaires. Pour lui, ces échanges donnent l'impression que les experts cherchaient un guide pour voyager en dehors de Kananga. Et le colonel leur a donné Betu.

Sud-Kivu : 120 combattants présentés au public. Cent vingt combattants ont été présentés lundi 19 novembre à la presse et au public dans la ville de Bukavu (Sud-Kivu). Ils ont été capturés dans la plaine de la Ruzizi et à Katana en territoire de Kabare par les services de sécurité. Des "militaires indisciplinés" font aussi partie de ce lot. « Parmi des personnes présentées, il y a des combattants congolais, burundais et rwandais qui incendiaient des bus dans la plaine de la Ruzizi sur la route nationale NO 5, déshabillaient les passagers pour leur prendre tout ce qu'ils avaient sur eux. Ces personnes vont être remises entre les mains de la justice », a détaillé Claude Nyamugabo, le gouverneur de la province.

Nord-Kivu : au moins 200 000 habitants de Binza n'accèdent pas aux soins de santé primaires. Au moins 200 000 habitants de la zone de santé de Binza, au Nord du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), ne reçoivent pas des soins médicaux nécessaires, depuis plusieurs années, à cause de l'insécurité dans cette région, indique le médecin chef de zone. Pour le docteur Bernard Kakule Kamwira, médecin chef de zone, malgré la prise en charge, assurée seulement pour le paludisme à travers son programme ad hoc, la zone de santé de Binza évolue difficilement dans le recouvrement des coûts, pour une population déjà très vulnérable. Il souligne également que les violences sexuelles constituent un problème particulier dans la région, avec une moyenne de 25 à 30 cas la semaine. Il appelle les humanitaires à reprendre leurs interventions dans cette partie de la province du Nord-Kivu.

La Ceni réaffirme « la tenue irréversible » des élections le 23 décembre. « La Ceni organise les élections en fonction de la loi. Nous sommes à 48 heures du lancement de la campagne électorale [...] Le 23 décembre, nous irons aux élections et nous ferons en sorte qu'au soir de Noël, nous annonçons les résultats provisoires » de l'élection présidentielle, a affirmé Corneille Nangaa. Pour lui, les préoccupations soulevées par l'opposition pour obtenir le report des élections - dont l'inclusivité - n'ont aucun fondement constitutionnel. A son tour, le Premier ministre honoraire et candidat président de la République, Samy Badibanga, a proposé à la Ceni d'utiliser de la Blockchain, une technologie capable de sécuriser le transfert des résultats de la machine à vote. Selon lui, la Blockchain pourra apporter plus de transparence afin de rassurer ceux qui se méfient de l'usage de la machine à voter. La société civile a exigé, pour sa part, la présence des témoins et observateurs aux centres locaux et national de compilation des résultats afin de garantir la transparence à tous les niveaux. Cette exigence est déjà prise en compte par de la Ceni, a rassuré Corneille Nangaa.

Unikin : la grève des professeurs se poursuit. La réunion entre l'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa (Apukin) et le comité de gestion de l'Unikin, prévue pour ce mardi 20 novembre, a été reportée à vendredi prochain, à la suite de la tension qui persiste sur le site universitaire. La tension est donc toujours élevée. Mais les étudiants ont suspendu, sous réserve, leurs manifestations en attendant les conclusions de la réunion de vendredi, censée mettre fin à la grève qu'observent les professeurs depuis le 8 août dernier.

La Cenco se penche sur l'évaluation du processus électoral. « La présente session extraordinaire est la deuxième du genre en cette année 2018, après celle que nous avons tenue du 15 au 17 février 2018. Nous l'avons proposée au moment où les échéances électorales approchent. Elle sera essentiellement axée sur l'examen du paysage socio-pastoral et l'évaluation

du processus électoral de notre pays, la RDC », a indiqué Mgr Utembi, président de la Cenco. Les évêques catholiques veulent se faire une idée panoramique du processus électoral afin qu'ils soient en mesure de « donner des orientations pastorales avec une attention particulière sur la période de campagne électorale qui s'ouvre bientôt, sur l'égalité de traitement et la sécurisation des candidats, la sensibilisation de la population au vote utile par rapport aux valeurs fondamentales d'un Etat de droit.»

L'OMS a enregistré 219 millions de cas de paludisme en 2017. L'Organisation mondiale de la Santé a recensé 219 millions de cas de paludisme en 2017 contre 217 millions en 2016 dans le monde. Onze pays dans le monde concentrent ainsi plus de 70% des cas. Parmi ces pays, dix sont africains dont la RDC. Ils concentrent à eux seuls 150 millions de cas et 275 mille décès. Pour inverser cette tendance et espérer améliorer la lutte contre cette maladie dans le monde et dans certains pays, l'OMS envisage de galvaniser l'attention politique nationale et mondiale pour faire baisser le nombre des décès dus au paludisme ; utiliser stratégiquement l'information ; élaborer les meilleures orientations politiques et stratégiques mondiales à tous les pays d'endémie et mettre en œuvre une riposte coordonnée dans les pays. Ces stratégies sont inspirées des succès réalisés dans certains pays.

Mercredi 21 novembre.

Ebola en RDC : le PAM poursuit son aide malgré les dernières attaques meurtrières à Beni (ONU). Après les attaques mortelles perpétrées vendredi dans la ville de Beni, dans le Nord-Est de la RDC, le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) a indiqué qu'il maintient son aide alimentaire et logistique dans le cadre de la riposte contre le virus Ebola. Dans la ville du Nord-Kivu, deux hôtels hébergeant des employés internationaux du PAM et d'autres membres du personnel de l'ONU ont été pris pour cible lors d'une attaque vendredi contre une base abritant des troupes de maintien de la paix de l'ONU. Le personnel humanitaire onusien a commencé à rentrer mardi à Beni. « Et la plupart des quelque 400 membres du personnel de l'ONU basés à Beni dans le cadre de la riposte à Ebola sont restés dans la ville après l'attaque et continuent de travailler », a dit aux médias le porte-parole du PAM. Les organismes humanitaires insistent sur le fait que « tout retard dû à l'insécurité » menacerait de ralentir les efforts visant à limiter la propagation d'Ebola. La crise humanitaire liée à Ebola se produit dans une région affichant déjà des indicateurs de santé et de nutrition chroniquement médiocres. Avec une population d'environ 8 millions d'habitants, le Nord-Kivu est la deuxième province la plus peuplée de RDC. 1 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays vivent dans cette province en raison de la guerre et de la violence. Des personnes vulnérables qui ont besoin d'une assistance humanitaire. Depuis août, le PAM et son ONG partenaire Caritas ont fourni une assistance alimentaire et nutritionnelle à environ 60.000 personnes. L'objectif de l'agence onusienne est d'arriver à atteindre 20.000 personnes par mois pendant toute la durée de la réponse à Ebola. Concernant la situation épidémiologique du virus Ebola, le rapport du Ministère congolais de la santé et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en date du 18 novembre fait état de 373 cas cumulés depuis le début de l'épidémie. Dans ce lot, 326 cas sont confirmés et 47 sont probables. Au total, 216 décès ont été enregistrés (169 confirmés et 47 probables) et 108 personnes ont été guéries. Le gouvernement de la RDC fait état de 72 cas suspects en cours d'investigation.

Elections : une centaine de candidates formées sur les stratégies de réussite d'une campagne. Plus d'une centaine de candidates à la députation nationale et provinciale ont été formées, mardi 20 novembre à Kinshasa, sur les stratégies pour bien battre une campagne électorale. Au cours d'un atelier organisé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), elles ont notamment appris à recourir aux réseaux sociaux et à nouer des partenariats stratégiques avec les médias. Elles devront aussi connaître le cadre légal et réglementaire du processus électoral, identifier les défis en matière de connaissance de l'environnement et les obstacles contextuels. Elles ont également appris quelques techniques sur la mobilisation, la stratégie de communication, la gestion du budget de la campagne et la mobilisation financière.

Ituri : l'UNC désavoue son président interfédéral. Quelques membres de l'Union pour la nation congolaise (UNC) en Ituri ont désavoué leur président interfédéral, Liévin Binwengi. Les signataires lui reprochent d'avoir tenu dans les médias des propos contraires à la position de leur président national, Vital Kamerhe, concernant l'Accord de Genève. L'accord de Genève a été signé par sept leaders de l'opposition dont Vital Kamerhe, désignant Martin Fayulu comme candidat commun de l'opposition à la présidentielle de décembre prochain. Vingt-quatre heures après, le président de l'UNC et celui de l'UDPS, Félix Tshisekedi, ont retiré leurs signatures. Intervenant sur les antennes de Radio Okapi, Liévin Binwengi affirmait que Vital Kamerhe avait été trompé par son entourage afin de se désengager de l'Accord de Genève. Il lui demandait de revenir à son engagement car sa position s'éloigne des réalités de son électorat. Cette position n'a pas arrangé une frange de sympathisants de la fédération de l'UNC en Ituri. Ils estiment que Liévin Binwengi a tenu des propos contraires à la discipline de leur parti.

Nord-Kivu: l'UNPC appelle les journalistes à l'impartialité pendant la période électorale. La section de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC) du Nord-Kivu exhorte les journalistes à travailler dans l'impartialité pendant toute la période électorale. Elle a lancé cet appel mardi 20 novembre, à l'issue d'un atelier de formation à l'intention des chevaliers de la plume de Beni et Butembo au Nord-Kivu. L'atelier de formation a été organisé par le bureau de l'information publique de la Monusco, en collaboration avec l'Union de la presse du Congo (UNPC). 40 journalistes de Beni et 50 de Butembo ont bénéficié de cette formation, axée sur la responsabilité du journaliste en période électorale.

Les enfants de la RDC plaident pour la gratuité de l'enseignement. Plus de 2 millions d'enfants en âge scolaire ne fréquentent pas l'école en RDC. A l'occasion de la journée internationale de l'enfance célébrée sous le thème « Education de qualité pour tous », mardi 20 novembre, le Comité des enfants reporters encadré par l'Unicef a plaidé pour la gratuité de l'enseignement dans le pays. « Plusieurs enfants dans notre pays continuent d'être victimes de la violation de leurs droits. J'en veux pour preuves : le nombre d'enfants qui vivent dans la rue, le manque d'accès à l'eau potable qui fait plus de victimes chez les enfants, les cas de mariage d'enfants, le nombre d'enfants non enregistrés à l'état-civil, ... », a souligné le vice-président du comité des enfants reporters ville de Kinshasa, Aristote Mampuya. Pour résoudre cette question de plus de 2 millions d'enfants vivant en dehors de l'école, il préconise, entre autres, la gratuite de l'enseignement primaire.

Procès des membres présumés de Kamwina Nsapu à Kinshasa, le tribunal prolonge les débats. Le tribunal militaire garnison de Kinshasa Gombe a décidé de prolonger les débats du procès des membres présumés de Kamwina Nsapu branche de Kinshasa. Les répliques des prévenus prévues ce jeudi 22 novembre vont mettre fin aux débats avant que les juges ne prennent l'affaire en délibéré. Lors de leurs précédentes plaidoiries, les avocats des prévenus avaient plaidé contre la procédure notamment « la violation du code judiciaire militaire, la qualification des faits, la légèreté supposée malveillante et la paresse du ministère public ». Le ministère public a estimé de son côté que la défense s'est limitée à la forme, omettant de parler du fond. Selon cet organe, plusieurs faits démontrent que 36 personnes ont participé à un mouvement insurrectionnel. Leur mode opératoire confirme, selon la même source, l'allégeance de ces personnes à ce mouvement. A l'audience publique du mardi 20 novembre consacrée aux répliques des parties civiles et du ministère public aux plaidoiries de la défense, le ministère public a donc réitéré son réquisitoire contre les prévenus.

Campagne électorale en RDC : la Monusco appelle à un débat démocratique. « Nous constatons que le calendrier annoncé par la Ceni est respecté, la campagne commence ce soir. Une fois encore, il est important que tous les candidats puissent avoir un accès équitable aux médias pendant le mois qui s'annonce », a indiqué Florence Marchal, porte-parole de cette mission onusienne. Selon la Monusco, il est important qu'un débat démocratique puisse être établi dans le pays, et que le citoyen congolais puisse, le 23 décembre, effectuer un choix éclairé des personnes qui le représenteront dans les prochaines années.

Retour de Martin Fayulu à Kinshasa. Des milliers des militants de partis politiques sont allés accueillir Martin Fayulu. Ce dernier a appelé la Commission électorale nationale indépendante à organiser des élections crédibles et transparentes mais sans la machine voter. Des ténors de l'opposition comme Pierre Lumbi de l'Ensemble et Freddy Matungulu de Congo na Biso ont également répondu présents à ce rendez-vous. Les militants, eux, ont déploré l'usage des gaz lacrymogènes fait par la police pour les disperser.

Haut-Katanga : Ensemble pour le changement souhaite « une campagne électorale apaisée ». La plateforme politique Ensemble pour le changement souhaite le déroulement « d'une campagne électorale apaisée et sans incident », a déclaré mardi 20 novembre son coordonnateur provincial, Gabriel Kyungu wa Kumwanza. « Vous savez, Ensemble pour le changement déclenche les opérations de campagne le samedi 24 novembre, nous avons tenu à informer la Monusco et nous avons tenu à prendre l'engagement devant témoin qui est la Monusco que nous voulons la campagne électorale apaisée, nous voulons la campagne électorale sans incident. La Monusco est là pour nous accompagner, nous attendons d'elle que les événements soient bien réglés et qu'il n'y ait pas d'incidents dans notre province », a affirmé Gabriel Kyungu wa Kumwanza.

La Monusco appelle la population de Beni à cesser tout appui aux ADF. « Il est indispensable que les populations qui seraient tentées de les [rebelles] soutenir, cessent de le faire. C'est pour leur bien, c'est pour l'avenir de leurs enfants, c'est pour leur permettre, demain, d'avoir un avenir meilleur... », a demandé le commandant de la force onusienne, le général Bernard Commins, au cours de la conférence des Nations unies tenue à Kinshasa. Il leur a demandé de fournir aux Fardc et à la Monusco des informations utiles relatives à ces forces négatives. Cet appel intervient après l'opération qui a permis à l'armée régulière, en collaboration avec la Monusco, d'aller attaquer un des sanctuaires des ADF dans la région de Beni. La

force de la Monusco continue par ailleurs de patrouiller nuit et jour dans cette zone de Beni, a fait savoir le commandant adjoint de cette force.

Goma : arrivée des ex-FDLR délocalisés de Kanyabayonga. Les ex-combattants FDLR et leurs dépendants, qui étaient cantonnés au camp de transit DDRRR à Kanyabayonga, sont arrivés à Goma tard dans la nuit de mardi à mercredi 21 novembre, sous escorte du commandant de la 34ème région militaire. A Goma, l'armée régulière ne communique pas encore sur le nouvel emplacement des concernés. Ils seraient total 352 sujets rwandais, dont 66 ex-combattants et des centaines des membres de leurs familles, femmes et enfants confondus. Après plus de trois ans passés dans ce camp de transit, DDRRR de la Monusco à Kanyabayonga, ces ex-combattants FDLR ont été délocalisés sur décision du gouvernement congolais. Jusque-là, à Goma, il reste difficile de connaître leur nouvel emplacement. Le porte-parole de la 34ème région militaire, le major Ndjike Kaiko, confirme leur présence en ville, sans d'autres précisions. C'est depuis fin 2014 que ces ex-FDLR ont été cantonnés à Kanyabayonga. A Goma, ils devraient attendre soit leur rapatriement au Rwanda, soit dans un autre milieu d'asile, selon les propos du gouverneur de province.

La Ceni confirme le début de la campagne électorale à minuit. Le président de la Commission électorale nationale indépendante, Corneille Nangaa, a officiellement lancé la campagne électorale, qui débute dans la nuit de mercredi à jeudi. Tous les éléments sont bien réunis pour organiser les scrutins présidentiel, législatifs nationaux et provinciaux au 23 décembre, a-t-il assuré au cours de la dernière réunion du Comité de liaison de la CENI avec les mandataires des partis et regroupements politiques ce mercredi 21 novembre au Palais du peuple. Plus de 40 millions d'électeurs sont attendus à ces scrutins. Sur 105.257 machines à voter, 98.000 sont déjà déployées partout au pays et 22.000 qui restaient sont arrivées mercredi. Sur le plan logistique et financier, la Ceni dit n'avoir pas d'inquiétudes et continue de faire confiance au gouvernement qui s'acquitte de son devoir à ce sujet.

Jeudi 22 novembre.

Campagne électorale : les médias invités à bien informer les citoyens. « Nous demandons à ce que tous les médias permettent à tous les courants d'opinion de pouvoir s'exprimer. Les journalistes doivent faire en sorte que les citoyens soient bien informés, qu'ils aillent voter en fonction des profils et des programmes que les candidats présentent et respecter le socle sur lequel repose la profession à savoir l'éthique et la déontologie et le respect des lois. Les journalistes doivent permettre à tout le monde de s'exprimer », a recommandé Tito Ndombi, le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC). Il affirme aussi que le CSAC a pris des mesures pour faire respecter les recommandations faites aux médias durant cette période de campagne.

Kananga : Le mandat de l'équipe d'experts de l'ONU prolongé. Le mandat de l'équipe d'experts qui appuie l'enquête de la justice congolaise sur le meurtre des experts de l'ONU au Kasai a été prolongé jusqu'à la fin de l'année. Le chef de cette équipe nommé en novembre 2017 par le secrétaire général de l'ONU juge assez positif le bilan du travail réalisé au cours des douze premiers mois. Robert Petit estime que les choses avancent dans la bonne direction. « Il y a de toute évidence un engagement à une accélération des procédures », a-t-il fait savoir, avant d'ajouter qu'« il est clair qu'en nommant l'auditeur général à demeure à Kananga pour finir ce dossier, je pense que le gouvernement congolais a vraiment envoyé un message ».

Campagne électorale : partis politiques et candidats indépendants assujettis au code de bonne conduite. La campagne électorale a débuté jeudi 22 novembre sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo (RDC). Pendant cette période, tous les partis, regroupements politiques et candidats indépendants sont appelés à battre campagne conformément à la constitution, à la loi électorale ainsi qu'au code de bonne conduite. En termes de droits, chaque candidat doit bénéficier d'une sécurité de sa personne et ses biens, de l'accès égale aux médias publics et équitable aux médias privés ainsi qu'à la bonne information sur les élections. Chaque candidat est aussi libre d'exprimer ses convictions en public comme en privé et d'organiser des manifestations politiques. Il peut librement publier et distribuer le matériel de campagne mais aussi recevoir des dons nécessaires à la bonne marche de ses activités. Tous les candidats se doivent respect mutuel. Toute utilisation des biens, des finances et du personnel public est punie de radiation de la candidature ou d'annulation de la liste du parti ou regroupement politique incriminée.

Retour de Fayulu : cinq policiers blessés à Kinshasa. Cinq policiers ont été blessés mercredi 21 novembre, lors de l'encadrement du retour à Kinshasa, du candidat commun de l'opposition, Martin Fayulu Madidi. Dans un communiqué, le commissariat provincial de la police indique aussi que quatre véhicules ont été endommagés. La police affirme également avoir essuyé des insultes et violence avec jets de projectile de la part de quelques inciviques. La Police se réjouit néanmoins

d'avoir assuré avec professionnalisme la sécurité du cortège du candidat président de la République Martin Fayulu de l'aéroport de N'djili jusqu'au point de chute à l'espace compris entre le boulevard triomphal et l'avenue de l'enseignement dans la commune de Kasa-Vubu, où sa plateforme « Lamuka » a improvisé un meeting.

Campagne électorale en RDC : beaucoup de défis attendent les candidats. Les 21 candidats présidents, 15 355 candidats députés nationaux et plus de 19 000 candidats députés provinciaux vont sillonner le pays jusqu'au 21 décembre pour présenter leurs projets de société en vue de se faire élire. Cette campagne s'annonce ardue au vu de multiples défis qui attendent les candidats. Le premier défi, c'est l'accès dans les tous les coins et recoins de la RDC. Certaines zones sont en proie à l'insécurité, d'autres font face au manque d'infrastructures routières. Si à Kinshasa les candidats ont la facilité d'atteindre tous les coins, ça ne sera pas le cas pour les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri ou du Kasai, par exemple, où plusieurs coins sont le théâtre de l'insécurité. Dans le Kwango ou Kwilu, plusieurs circonscriptions électorales sont enclavées, les infrastructures routières faisant défaut. L'autre défi porte sur les moyens financiers et logistiques à réunir pour atteindre tous les coins. Battre campagne en RDC exigerait des avions, des hélicos, des véhicules, des motos, des hors-bords, des pirogues et même des vélos pour atteindre ses potentiels électeurs partout où ils se trouvent.

Elections 2018 : Emmanuel Ramazani est le candidat de la cohérence, de l'ambition et des défis (Jean-Lucien Bussa). « Le pays doit être ambitieux. Le projet de Ramazani Shadary est réaliste et réalisable. L'heure de l'alternative crédible est donc venue. Ce que nous devons choisir demain, ce n'est pas la tête d'un individu, c'est la cohérence, l'ambition, le réalisme qui intègre les défis du Congo. Les défis sécuritaires, les défis géostratégiques, les défis économiques, les défis sociaux culturels. Il faut un pays qui bouge », a argumenté Jean-Lucien Bussa. Pour l'actuel ministre du Commerce extérieur, réunir 86 milliards de dollars pour un programme de redressement de la RDC est le résultat d'un plan cohérent et de bonne gouvernance. Jean-Lucien Bussa estime que le Front commun pour le Congo regorge d'éminences grises nécessaires pour y parvenir.

Haut-Katanga : début timide de la campagne électorale à Lubumbashi. La campagne électorale a timidement débuté, jeudi 22 novembre dans la ville de Lubumbashi (Haut-Katanga). Depuis la matinée, quelques affiches des candidats sont placées à plusieurs endroits. Les grandes formations politiques annoncent le démarrage officiel de leur campagne dans quelques jours. Une caravane motorisée des supporters d'un candidat scandant des chansons en son honneur sillonnait la ville. Des motards habillés en T-shirts frappés de l'effigie d'un candidat parcourent les artères de la ville de Lubumbashi.

Pas d'engouement au 1er jour de la campagne électorale à Beni. Il n'y a pas eu d'engouement en ce jeudi 22 novembre, premier jour de la campagne électorale dans la ville de Beni. Quelques affiches et effigies des candidats sont cependant placardées sur les portes des quartiers généraux des coordinations des plateformes Lamuka et FCC, ont constaté les reporters de Radio Okapi. Sur les grandes artères et places publiques de la ville de Beni, il n'y a pas d'affiches ou des drapeaux des partis politiques.

Beni : le député Paul Muhindo demande le report des élections. Le député national Paul Muhindo appelle à l'arrêt des opérations électorales et au report des scrutins prévus le 23 décembre 2018 dans la ville et le territoire de Beni. Selon cet élu de l'opposition, les attaques récurrentes des ADF et des groupes Maï-Maï contre les populations civiles, le déplacement des populations de plusieurs groupements ainsi que la présence de la maladie à virus Ebola dans cette région ne permettent pas la tenue des élections apaisées à Beni.

Election 2018 : début timide de la campagne à Bukavu. La campagne électorale s'est ouverte ce jeudi 22 novembre dans la timidité sur l'ensemble de la ville de Bukavu et à l'intérieur de la province du Sud-Kivu, ont constaté les reporters de Radio Okapi. L'UNC de Vital Kamerhe appelle les médias ce même jeudi après-midi à participer à une conférence pour lancer officiellement sa campagne électorale. Certaines femmes candidates affirment "faire face aux défis financiers et logistiques" pour se déployer sur terrain.

Beni : plus de 31 500 déplacés internes manquent d'assistance. Plus de 31580 déplacés internes, soit 6 000 ménages vivent sans assistance dans la ville de Beni. Au nombre de ces déplacés, 14 884 sont des hommes, et 16 696 sont des femmes. Ces déplacés internes vivent dans les familles d'accueils depuis 2014, révèle un rapport publié mardi 20 novembre à Beni par la Synergie des Mouvements et de la protection des populations qui regroupe les services de l'Etat, les ONG et les agences du système des nations unies. Cette structure plaide donc pour une assistance immédiate de ces déplacés internes qui, selon elle, vivent dans une précarité « incommensurable ».

Campagne électorale en RDC : l'ONU appelle à l'apaisement. A l'occasion du lancement de la campagne électorale en RDC, le Conseil de sécurité des Nations unies a appelé jeudi 22 novembre à l'apaisement. Les membres du Conseil de sécurité se disent convaincus que les élections du 23 décembre, en tant qu'expression de la souveraineté du peuple et du gouvernement de la RDC, constituent une occasion historique de procéder au premier transfert démocratique et pacifique du pouvoir dans le pays, de consolider la stabilité et de créer des conditions de développement du pays. A cet effet, ils se félicitent des progrès réalisés dans les préparatifs techniques des élections et des efforts déployés par le gouvernement congolais pour financer ces élections. Ils saluent aussi la décision du gouvernement congolais d'inviter des missions d'observateurs internationaux, notamment de l'Union africaine et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Mais, les 15 membres encouragent l'envoi d'invitations supplémentaires à d'autres observateurs. Cependant, ils se déclarent préoccupés par le déficit de confiance et les divergences qui subsistent entre acteurs politiques congolais. Ils encouragent ces derniers et la Commission électorale nationale indépendante « à travailler ensemble pour résoudre les questions d'intérêt commun dans les meilleurs délais ; afin d'instaurer la confiance et de trouver un large consensus possible sur l'organisation technique des élections ainsi que sur les questions ayant trait aux machines à voter et à la liste des électeurs. » Pour les 15 membres, la Constitution congolaise, l'Accord de la saint Sylvestre et le calendrier électoral constituent la seule issue face à la situation politique actuelle. Ils rappellent que la mise en œuvre effective, rapide et sincère de cet accord ainsi que de « toutes les mesures de décrispation : la libération davantage de l'espace politique en RDC, la libération des membres d'opposition et de la société civil encore détenus, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales comme la liberté d'opinion et d'expression, la liberté de la presse et le droit de manifestation pacifique sont essentiels pour des élections pacifiques et crédibles le 23 décembre, pour une passation du pouvoir par des voies démocratiques et pour la paix et la stabilité en République démocratique du Congo. »

Vendredi 23 novembre.

Nord-Kivu : campagne électorale sur fond d'insécurité à Beni et Lubero. La campagne électorale pour les prochaines élections présidentielles et législatives a débuté jeudi 22 novembre sur fond d'insécurité dans la ville de Beni (Nord-Kivu) ainsi que les territoires de Beni et Lubero. Certains villages, groupements et communes, qui doivent recevoir des centres de vote, sont soit occupés par les groupes Maï-Maï soit abandonnés par la population à la suite des attaques des rebelles des ADF. Dans le territoire Beni, plusieurs localités du groupement de Bambuba-Kisiki sont abandonnées par la population à cause des attaques des ADF. L'une de quatre communes de la ville de Beni, Rwenzori, est complètement vidée de ses habitants à la suite également des attaques récurrentes des ADF. Mais, Deogratias Mbayahi, chef d'Antenne de la Ceni à Beni prévient que les huit centres de vote de cette commune ne seront pas délocalisés. Selon les sources de la Ceni à Lubero, au sud de ce territoire, le groupement de Luhenge qui doit accueillir sept sites de vote est administré par un groupe armé.

Meurtre des experts de l'ONU : un renseignant accusé d'avoir travesti des propos entendus. Au cours de cette audience, trois nouveaux renseignants ont été entendus. Parmi eux, Thomas Nkashama, un membre de la famille Kamuina Nsapu qui a participé à une réunion avec les experts la veille de leur départ pour Bunkonde. Ce jour-là, Zaida Catalan et Michael Sharp ont rencontré des membres de la famille Kamuina Nsapu à Kananga. José Tshibuabua, Betu Tshintela, Thomas Nkashama ont participé à cette réunion ainsi que des membres de la famille Kamuina Nsapu dont François Mwamba, qui conduisait la délégation. Toute la conversation avait été enregistrée. Le ministère public en a révélé quelques extraits au cours de l'audience. Dans l'un des extraits, les participants parlent de la situation à Bunkonde après que Michael Sharp a évoqué la volonté de s'y rendre avec sa collègue Zaida Catalan. Betu qui va accompagner les experts dans leur voyage assure que la situation est calme à Bunkonde. Mais le vieux François Mwamba émet des réserves, expliquant qu'il ne pouvait pas donner des assurances au sujet de la sécurité à Bunkonde. En tshiluba, il interdit aux personnes présentes à la rencontre de donner des garanties sécuritaires aux experts. Thomas Nkashama traduit tout le contraire de François Mwamba. « En ce qui concerne les garanties à Bunkonde, vous pouvez arriver, il n'y a rien », dit-il en substance. « Erreur ou acte délibéré ? », s'interroge alors le ministère public. Au cours de la prochaine audience prévue lundi, il sera encore question de la préparation du voyage des experts à Bunkonde.

Unikin : « Le policier qui avait tiré est en train d'être jugé et sera sanctionné » (Steve Mbikayi). « Le policier qui avait tiré est aux arrêts, il est en train d'être jugé et sera sanctionné », a déclaré le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, Steve Mbikayi mercredi au Sénat. Il répondait à une question d'actualité sur les manifestations des étudiants en début de semaine contre la grève des professeurs à l'Université de Kinshasa. Un policier avait ouvert le feu sur les manifestants. Selon la police, deux étudiants ont perdu la vie lors de ces événements. Le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire a condamné par la suite l'usage d'arme sur le campus universitaire, indiquant que la police n'est pas placée sous ses ordres. Il a par ailleurs affirmé que toutes les dispositions conséquentes ont été prises pour « désamorcer

en toute responsabilité cette crise ». Le sénateur Florentin Mokonda Bonza, auteur de la question d'actualité estime qu'«il est inacceptable que la police tire à balles réelles dans un campus universitaire». Pour le sénateur, ce qui s'est passé au campus de l'Université de Kinshasa et surtout la grève qui s'y poursuit est une preuve d'incompétence et d'irresponsabilité du gouvernement.

Haut-Katanga : 16 cas de choléra enregistrés à Pweto depuis octobre. Seize cas de choléra ont été enregistrés dans la zone de santé de Pweto, depuis le mois d'octobre. Deux personnes en sont déjà mortes. Tous ces cas viennent des quartiers situés le long du lac Moero en l'occurrence Kabilele, Kiwele, Chamfubu Bwalya et Lubeya, rapoporte l'infirmier principal de la zone de sante de Pweto. Il indique que les quartiers d'où proviennent les malades sont dépourvus d'eau potable. Les habitants consomment l'eau du lac. C'est-ce qui justifierait la résurgence de cette maladie. En plus, note la même source, le centre de traitement de cholera fait face à plusieurs difficultés, notamment le manque des produits pharmaceutiques.

Kasaï Central : deux collaborateurs d'un candidat PPRD disparus à Dibaya. Le gouverneur de la province du Kasaï Central, Denis Kambayi affirme que deux collaborateurs de Richard Ilunga, candidat PPRD aux législatives à Dibaya, ont été enlevés depuis la semaine passée dans ce territoire par des hommes armés conduits par le chef milicien Tshiyoyo. Les forces de l'ordre sont à la recherche des disparus qui seraient à trois, selon certaines sources. Mais une source locale dans le territoire de Dibaya contactée par Radio Okapi rapporte que ces personnes ont été tuées. Le gouverneur affirme, lui, ne pas avoir la preuve de leur mort.

Campagne électorale en RDC : les autorités urbaines appellent à la paix et la tolérance. Les candidats aux élections du 23 décembre devraient battre leur campagne « normalement et ne pas s'attaquer, ni insulter les autres », a recommandé jeudi 22 novembre, Sylvain Matipa, l'administrateur du territoire de Pweto, dans le Haut-Katanga. La campagne électorale officiellement démarré jeudi 22 novembre sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo. Les prétendants à la présidentielle et aux législatives ont trente jours pour convaincre leurs électeurs. A Mbuji-Mayi au Kasaï Oriental, le Conseil provincial de sécurité a pris quelques mesures à observer durant toute la période de campagne électorale. Dans un compte rendu, le porte-parole du gouvernement provincial, Hyppolite Mutombo, indique que toute marche publique doit être soumise à l'appréciation préalable de l'autorité urbaine. Les églises doivent se garder de se politiser et se réserver de tout appel à toute forme d'intolérance. Au coup d'envoi de la campagne électorale, l'engouement n'a pas été constaté dans la ville province de Kinshasa. Outre quelques banderoles et autres panneaux posés dans quelques artères, aucun candidat n'a été aperçu battant campagne.

Campagne électorale : les écologistes appellent à la protection du Parc national des Virunga. « Nous sommes préoccupés par le fait qu'en cette période électorale, certains candidats aux élections ne puissent pas brader les ressources naturelles du Parc National des Virunga contre des promesses susceptibles de ne pas être réalisées envers les communautés locales. Ce bradage risque d'encourager, par exemple, certaines communautés, à cultiver dans le Parc national des Virunga, d'autres à pouvoir pratiquer la pêche illicite », a déclaré le chargé de communication du Parc national des Virunga, Michael Batakunda. Il a rappelé que ces pratiques sont interdites par la loi sur la conservation de la nature. Selon, lui, cet appel à la protection du parc national des Virunga est justifié par des tristes expériences vécues lors des campagnes électorales de 2006 et 2011. Certains candidats auraient promis des espaces à cultiver dans le Parc.

Campagne électorale en Ituri : Jefferson Abdallah appelle à « un débat d'idées ». « Pendant cette période, qu'il y ait plus un débat d'idées que des biceps », a recommandé jeudi 22 novembre, le gouverneur de la Province de l'Ituri, Jefferson Abdallah Pene Mbaka de retour à Bunia après quelques semaines passées à Kinshasa. « [Nous voulons] l'amour entre nos communautés et nous-mêmes. Il y a déjà le sang des Ituriens qui coulent inutilement sans aucune cause. Nous ne voulons pas qu'on se règle des comptes pendant ce moment », a conseillé Jefferson Abdallah Pene Mbaka.

Goma : des jeunes échangent sur la situation sécuritaire à Beni. Les jeunes des clubs universitaires et des forums de jeunes de la ville de Goma ont échangé jeudi 22 novembre à Goma sur la situation sécuritaire du territoire de Beni. Cette activité d'un jour, organisée par l'ONG Association des Nations unies/RDC, avait pour but de contribuer à la recherche de la paix durable dans le territoire de Beni. Elle vise aussi à interpeller les autorités politiques et administratives pour qu'elles prennent des dispositions pratiques afin de restaurer la paix dans ce territoire meurtri depuis plusieurs années.

Kinshasa : ouverture de la 6e édition de la fête du livre à la Halle de la Gombe. La 6e édition de la Fête du livre ouvre ses portes ce vendredi 23 novembre à la Halle de la Gombe à Kinshasa. Elle va se poursuivre jusqu'au 1er décembre dans les villes de Lubumbashi et de Goma. Cet événement littéraire organisé par le Pôle des centres culturels européens installés en RDC accueille 30 auteurs dont 18 venus de l'étranger et 12 évoluant en RDC. Cette année, la fête placée sous le thème «

Congo, regards croisés » prévoit des activités comme des expositions, conférences, projections de films, ateliers, rencontres, ventes et dédicaces d'ouvrages.

Kinshasa : l'OVD réhabilite l'avenue de l'Université. Depuis deux semaines, l'Office des Voiries et Drainage (OVD) est en train de finaliser les travaux de réhabilitation de la route de l'université dans son tronçon compris entre les ronds-points Bongolo et Ngaba. Les canalisations sont en train d'être construites actuellement.

Elections : bagarre autour des effigies des candidats placées dans une salle de classe de Bukavu. La discussion est partie des effigies des candidats à la députation avant qu'elle ne vire sur les opinions politiques et que les protagonistes n'en viennent aux mains. « Nous allons fournir des éléments à la Ceni pour qu'elle prenne des dispositions qui s'imposent étant donné que les écoles sont apolitiques et les mineurs ne sont pas concernés par les élections », indique la société civile de Bukavu dans un communiqué publié ce même jeudi. L'église catholique avait récemment publié un communiqué dans lequel l'archevêque de Bukavu interdit toute activité de campagne électorale dans les écoles catholiques de l'archidiocèse de Bukavu.

Présidentielle en RDC: Vital Kamerhe se désiste en faveur de Félix Tshisekedi. L'ancien président de l'Assemblée nationale de RDC Vital Kamerhe a annoncé vendredi se désister de la course à l'élection présidentielle du 23 décembre pour former "un ticket" avec un des autres poids-lourds de l'opposition Félix Tshisekedi.

Lutte contre Ebola : Médecins sans frontières construit un centre de transit à Beni. Avec une capacité d'accueil de 48 malades, ce centre de transit Ebola construit dans le stade des sœurs Orantes au quartier Beni-cité de la commune de Beu, fonctionne 24h/24. Il est divisé en deux zones : la première qui reçoit les malades suspects d'Ebola et la seconde consacrée aux personnes qui ont une probabilité de développer la maladie à Virus Ebola en attendant les résultats du laboratoire. Pour l'instant 25 malades sont internés dans ce centre de transit.

Une commission mixte pour faciliter le vote dans les zones touchées par Ebola. Le ministère de la Santé et la Commission électorale nationale indépendante ont mis en place un comité mixte pour bien coordonner leurs activités dans les zones touchées par la fièvre hémorragique à virus Ebola durant cette période électorale. Selon le communiqué de presse du ministère de la Santé rendu public à cette occasion, le comité a déjà commencé le travail d'harmonisation des cartes pour identifier la localisation précise des bureaux de vote qui vont être installés dans les zones de santé touchées par l'épidémie. Cette identification permettra au ministère de la Santé de déployer les dispositifs de lavage des mains et de contrôle de température à l'entrée de tous les bureaux de vote, indique le communiqué.

Elections 2018 : les évêques catholiques appellent à un vote responsable. « L'heure est venue de procéder à un vote responsable, c'est-à-dire choisir des hommes et des femmes soucieux de défendre notre pays ; de promouvoir le bien commun ; de garantir les libertés fondamentales ; de défendre les droits humains. Il nous faut des dirigeants qui respectent la loi fondamentale et la parole donnée ; des personnes honnêtes et de bonne moralité qui ne s'approprient pas les ressources du pays », ont exhorté les évêques catholiques à l'issue de leur assemblée extraordinaire tenue du 19 au 23 novembre au Centre interdiocésain à Kinshasa. « Méfiez-vous surtout de ceux qui distribuent l'argent et d'autres multiples cadeaux pour acheter vos voix », a tout de même prévenu l'abbé Donatien Nshole, le secrétaire général de la CENCO, la Conférence épiscopale nationale congolaise. Dans leur message, les prélats catholiques exhortent les électeurs et toute la population congolaise de demeurer vigilant et de ne pas céder au tribalisme, au régionalisme, au favoritisme, et à toute forme de clientélisme. A la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), la CENCO demande d'assurer au peuple congolais que la machine à voter ne sera exclusivement utilisée que pour l'identification des candidats et l'impression des bulletins de vote si son utilisation s'avère inéluctable. Elle invite par ailleurs la CENI à procéder uniquement au comptage manuel des voix et d'afficher les procès-verbaux (PV) dans tous les bureaux de vote et de dépouillement le même jour. Au gouvernement, les évêques lui recommandent entre autres la sécurité dans les zones où sévissent les groupes armés pour permettre à la population de voter calmement, de garantir la liberté d'expression à tous les candidats.

Samedi 24 novembre.

Election en RDC : « Le gouvernement et la Ceni ont une responsabilité majeure pour l'avenir du pays », selon l'UE. « Le gouvernement et la Ceni ont une responsabilité majeure pour l'avenir du pays. Ils doivent œuvrer à la bonne tenue des élections en respectant la date prévue et les standards de transparence et d'efficacité nécessaires. L'observation électorale indépendante, par des organisations régionales et par les acteurs de la société civile, joue un rôle clef. La participation réelle des femmes dans toutes les étapes du processus électoral doit être assurée », a indiqué la Haute représentante / vice-

présidente de l'Union Européenne (UE), Federica Mogherini, dans un communiqué publié le 23 novembre. L'Union européenne réitère son soutien à l'organisation d'un scrutin qui doit se tenir de manière inclusive, transparente, crédible et pacifique, dans le plein respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. L'UE encourage aussi le gouvernement à consolider la confiance des électeurs et la crédibilité du processus et à associer de manière transparente toutes les parties prenantes à l'ensemble du processus, ainsi qu'à garantir la liberté de l'espace politique. Elle appelle l'ensemble des parties prenantes à s'abstenir de toute incitation à la violence, à respecter le code de conduite et les obligations en vigueur, et à régler de manière pacifique leurs différends. La liberté de la presse et de manifestation pacifique et l'accès équitable aux médias – dans le respect des obligations internationales de la RDC – constitueront également des éléments essentiels pour la crédibilité du processus, indique le communiqué de l'UE.

Présidentielle en RDC: Vital Kamerhe se désiste en faveur de Félix Tshisekedi. "J'ai pris la décision d'apporter mon soutien à M. Tshisekedi pour la présidence du Congo", a déclaré M. Kamerhe lors d'une conférence de presse conjointe ce vendredi 23 novembre avec M. Tshisekedi dans un hôtel de Nairobi. Les deux hommes ont par ailleurs signé leur accord, visant à stopper la coalition au pouvoir et remporter la présidentielle du 23 décembre. Si Felix Tshisekedi est élu président de la République, Vital Kamerhe deviendrait alors Premier ministre, selon cet accord.

Le gouvernement ferme le camp de transit des ex-FDLR à Walungu. Le gouvernement congolais a décidé de fermer le camp de transit des ex-combattants Rwandais du territoire de Walungu. Les 190 personnes qui y vivaient ont été délocalisées en deux temps. D'abord, mercredi 21 Novembre, 11 d'entre elles qui ont accepté le rapatriement volontaire ont été acheminées à la frontière avec le Rwanda par la DRRR de la Monusco. Ensuite, la Monusco a remis officiellement ce camp qu'il a géré pendant quatre ans, au gouvernement congolais. Ainsi, le commandant des opérations Sokola 2 s'est chargé de la délocalisation forcée. Les 41 éléments des FDLR et leurs 138 dépendants ont été forcés de monter dans des camions des Fardc postés à l'entrée du camp.

Campagne au Kongo Central: la société civile appelle les jeunes à la tolérance et au respect mutuel. « Les jeunes qui sont candidats et ceux qui sont membres des partis politiques, nous les appelons à la tolérance et à ne pas arracher les affiches des autres. Si nous voulons des élections apaisées, nous devons avoir des responsables être tolérants. Ils doivent présenter un programme pour que sur base de ce programme, des électeurs puissent les élire. Il faut qu'ils évitent des insultes. C'est avec la tolérance et l'amour que nous allons faire triompher la paix dans ce pays », conseille Néhémie Lumbuku.

La Monusco facilite un atelier interprovincial pour des experts en gouvernance sécuritaire. Plus de vingt experts congolais en gouvernance sécuritaire ont pris part à cet atelier de deux jours organisé par le ministère de l'Intérieur et Sécurité, en partenariat avec la Monusco, sur le renforcement des capacités des membres des comités locaux de sécurité et leur relation avec la population dans les zones sorties du conflit. Le projet vise à permettre une interaction effective entre les acteurs étatiques et les communautés de base sur les aspects de sécurité et de protection des civils pour une meilleure prise en compte des besoins des populations en la matière. Il vient en appui à l'Inspection générale de la territoriale (IGTR) et au Secrétariat général à l'Intérieur du ministère congolais de l'Intérieur et Sécurité afin de contribuer à la restauration de l'autorité de l'Etat à travers le renforcement des capacités des comités locaux de sécurité et des mécanismes communautaires de protection ainsi qu'à travers l'amélioration des relations avec la population. La finalité étant d'aboutir à une coordination efficace des réponses aux menaces faites envers la population et l'affirmation du leadership des autorités locales. La phase pilote du projet a couvert cinq territoires dont Lubero et Rutshuru (Nord-Kivu), Kalemie (Tanganyika), Irumu (Ituri) et Uvira (Sud-Kivu), retenus sur la base des besoins en protection des civils et des opportunités qu'il offre pour renforcer l'autorité de l'Etat.

Nord-Kivu : la Monusco accentue sa sensibilisation de soutien aux victimes d'exploitation et abus sexuels. L'équipe de conduite et discipline (CDT) des Nations Unies a sensibilisé vendredi 23 novembre à Goma, plus de cent personnes au cours d'un atelier de soutien aux victimes d'exploitation et abus sexuels initié par la même équipe, conjointement avec tous ses partenaires de lutte, à savoir le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme (BCNUDH), UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'ONG Mu Mama de Sake et le SYAM, la Maison de la femme de Goma et le Centre communautaire polyvalent de Mugunga. Chacun à son tour a présenté son rôle respectif tant dans le volet prévention que dans celui de la prise en charge des victimes. « L'exploitation et les abus sexuels sont la pire faute professionnelle qu'un employé des Nations Unies puisse commettre. Et c'est encore pire si cela concerne des mineurs. Cela ne peut en aucun cas être toléré », a martelé Adama Ndao, cheffe de la section Conduite et discipline de la MONUSCO, le vendredi 23 novembre 2018 au sein même du bureau de la MONUSCO à Goma. Et de raconter par le menu détail des histoires déchirantes qui ont laissé coïte l'assistance. Rien de plus parlant qu'une histoire vraie et poignante. Sur le terrain,

l'équipe de conduite et discipline agit comme conseiller principal aux chefs de missions, et répond à toutes les formes de mauvaise conduite par le personnel, y compris les actes d'exploitation et abus sexuels.

Election présidentielle : aucun candidat n'a rempli les formalités administratives pour prendre les policiers (Police).

Le porte-parole de la police nationale congolaise (PNC) Pierrot Mwanamputu affirme qu'aucun candidat président n'a, jusque-là, répondu à l'invitation de la PNC pour remplir les formalités administratives pour récupérer les policiers qui doivent le sécuriser durant la campagne électorale. Il réagissait à la lettre du candidat Théodore Ngoy qui affirme que le vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur et de la Sécurité refuse d'assurer la protection des candidats présidents de la République.

Election présidentielle : Emmanuel Ramazani lance officiellement sa campagne électorale. Le candidat du Front commun pour le Congo (FCC) Emmanuel Ramazani Shadary a lancé officiellement ce samedi 24 novembre à Kinshasa sa campagne électorale. Le Front Commun pour le Congo a organisé des cultes d'actions de grâce sur toute l'étendue de la RDC pour "consacrer son candidat et sa campagne électorale à Dieu". Emmanuel Ramazani Shadary a participé à Kinshasa à la messe célébrée à la Cathédrale Notre Dame de Lingwala. Pour sa part, Néhémie Mwilanya, directeur de cabinet du chef de l'Etat et coordonnateur du FCC a prié pour la même cause à l'Eglise Anglicane du Congo dans la Commune de Limete.

Dimanche 25 novembre.

Election présidentielle: la coalition Lamuka dans le Grand Katanga lance sa campagne électorale. La coalition Lamuka qui soutient la candidature de Martin Fayulu à la présidentielle a lancé officiellement sa campagne électorale à Lubumbashi samedi 24 novembre. Les militants ont sillonné les communes de la ville au cours d'une marche pacifique, pour s'acheminer à la place « Square Forrest » où le coordonnateur de cette coalition dans le Grand Katanga a tenu un meeting. « Nos amis au pouvoir doivent reconnaître qu'ils ont échoué et ils doivent dégager. Nous voulons faire de ce pays un pays riche avec les habitants riches. Or pour le moment, nous avons un pays riche, mais curieusement, les habitants de ce pays sont extrêmement pauvres. C'est cette dichotomie que nous allons combattre. Raison pour laquelle nous voulons le changement. Un changement pacifique qui doit passer par les urnes », a argumenté Gabriel Kyungu. La police a encadré la manifestation sans heurts.

Nord-Kivu : appel au désarmement des jeunes. Le délégué du gouverneur dans la région de Mahanga (Nord-Kivu) lance un appel à la démobilisation volontaire, à tous les jeunes détenteurs d'armes en cette période électorale. « J'appelle tous les jeunes porteurs d'armes incontrôlés par les forces régulières, de déposer les armes. J'en appelle donc à une auto-démobilisation et laissons le temps aux élections. C'est un moment crucial, où chacun aura le temps de choisir le président de la République ou député provincial ou national, et la vie future de ces jeunes sera décidée par la haute hiérarchie du pays. Je demande la paix, la tolérance entre aussi les candidats de différents regroupements politiques. Mais aussi, j'appelle tous les candidats qui me suivent de faire passer un message de paix. Nous ne voulons plus des messages de haine tribale », lance le fonctionnaire délégué du gouverneur du Nord-Kivu dans la région de Mahanga.

Kasaï central : le conseil provincial de la jeunesse s'oppose à toute manipulation des jeunes. Trois jours après le lancement de la campagne électorale pour les élections du 23 décembre prochain, le conseil provincial de la jeunesse du Kasaï-Central appelle les jeunes à ne pas se laisser manipuler par les candidats. Il leur recommande de juger les candidats par rapport à leurs visions.

Kinshasa: inauguration du ministère de Mgr Fridolin Ambongo. Mgr Fridolin Ambongo, nouvel archevêque de Kinshasa a inauguré ce dimanche 25 novembre à Kinshasa, son ministère d'évêque de Kinshasa. Dans son mot d'ouverture de la messe, le cardinal Monsengwo a demandé l'accompagnement du Seigneur pour que le mandat de Mgr Fridolin Ambongo soit une réussite. Mgr Fridolin Ambongo, évêque coadjuteur de l'archidiocèse de Kinshasa a été élevé le 1er novembre aux fonctions d'archevêque de Kinshasa. Il succède ainsi au cardinal Laurent Monsengwo Pasinya. Le Pape François a nommé le 6 février Monseigneur Fridolin Ambongo Besungu, archevêque coadjuteur de l'Archidiocèse de Kinshasa. Mgr Ambongo, nouvel archevêque de Kinshasa va travailler avec un évêque auxiliaire de Kinshasa en l'occurrence Mgr Edouard Kisonga.

Kinshasa : la fondation Ntombwa lance la campagne de sensibilisation contre l'automédication. «Nous sommes motivés à lutter contre l'automédication parce que c'est un fléau dans notre société et qui aboutit à plusieurs conséquences néfastes sur la santé de la population. L'automédication c'est le fait de prendre soi-même l'initiative de prendre le

médicament sans prescription médicale. Notre message à la population c'est de pouvoir éviter l'automédication, arrêter avec l'automédication. Et aux médecins de pouvoir prescrire les antibiotiques à bon escient, pas à toute indication. Les antibiotiques se prescrivent lorsque vous avez l'évidence d'une infection, une infection bactérienne, une infection spécifique à antibiotique que vous voulez prescrire. Cela va éviter les résistances et va bien protéger la gamme d'antibiotiques que nous avons dans notre pays», a indiqué le Dr. Nana Mbonze.

Bunia : la Monusco remet des panneaux solaires pour éclairer la prison centrale de Bunia. La Monusco a remis samedi 24 novembre quinze poteaux électriques des panneaux solaires à la prison centrale de Bunia. Elle a également remis le brevet à vingt-cinq personnes dont vingt détenus qu'elle a formés en électricité pour la réinsertion, et cinq membres du personnel de la prison formés pour la maintenance de ces poteaux électriques. Chacun des quinze poteaux porte deux panneaux solaires, une batterie et un convertisseur.

Mgr Ambongo : « Une différence d'opinion politique ne fait pas de l'autre un ennemi à abattre. Nous devons apprendre à nous respecter et à respecter l'autre dans sa différence légitime », a indiqué Mgr Fridolin Ambongo, nouvel archevêque de Kinshasa, lors de l'inauguration de son ministère. Il demande aux chrétiens catholiques de son archidiocèse de ne pas céder à la violence durant cette période campagne électorale. Il rappelle aussi que « le pouvoir est un service, pour l'accomplissement du bien-être de la population et la volonté de transformer la société ». « Tout en tous, est ma nouvelle devise », a indiqué Mgr Fridolin Ambongo. Il place son ministère sous le signe de l'unité, de communion. Il promet d'annoncer l'évangile pour unir le peuple de Dieu dans la vérité et le conduire au salut. Il promet d'être le pasteur de tous, sans distinction ni exclusion.

Sud-Kivu : 3 morts après la pluie à Uvira. Selon la société civile, les eaux de la rivière Ruzozi ont déferlé sur le village et fait trois victimes d'une même famille, alors qu'elles dormaient. La maison a été détruite par le torrent.

Lundi 26 novembre.

Unikin : les professeurs appellent les étudiants à dégager les accès pour une reprise normale des activités. L'association des professeurs de l'Université de Kinshasa (Apukin) appelle les étudiants à un sens de probité et à la conscience. « J'appelle les étudiants à un sens de probité et à la conscience. Je pense que le souci de tous est que les activités reprennent sur le campus normalement. Ils peuvent déjà s'arranger pour dégager les accès du campus, en enlevant les containers qui sont érigés aux entrées », a encouragé Michel Makaba, professeur. Les étudiants ont érigé plusieurs barrières aux entrées de l'université, lundi 19 novembre dernier. Ils condamnaient la mort de leurs camarades, tués par balle. Ils exigeaient aussi la fin de la grève des professeurs déclenchée depuis le 8 octobre dernier. Les professeurs réclamaient au gouvernement le remboursement du trop-perçu des crédits des véhicules et le paiement du manque à gagner de leurs primes à la suite de l'application du taux de change à 920 Fc pour un dollar américain, au lieu de 1600 Fc.

Kananga : l'armée et la police récupèrent armes et munitions au camp Kamayi. Une dizaine d'armes et plusieurs munitions ont été récupérées dimanche 25 novembre lors d'un bouclage mixte FARDC-PNC mené au camp Kamayi, a indiqué le général Fidel Caumba, commissaire provincial de la Police nationale congolaise au Kasai-Central. « D'ici là au mois de décembre, il y aura des élections. Nous voulons que ça soit dans un esprit apaisé. Nous avons voulu commencer d'abord par les camps militaires, et le camp qui a été ciblé, c'est le camp Kamayi » Cette opération ira jusque dans les communes et quartiers de la ville.

Nord-Kivu : deux regroupements du FCC se disputent l'axe Walikale-Hombo pour battre campagne. Le regroupement politique AABC et l'AFDC-A, tous deux du Front commun pour le Congo (FCC) se disputent l'axe Walikale-Hombo (Nord-Kivu) pour battre campagne, a dénoncé lundi 26 novembre le président de la société civile locale, Charles Kisa. Une attitude que dénonce le président de la société civile. Il pense qu'elle risquerait d'avoir des répercussions sur le processus électoral. A Bukavu dans le Sud-Kivu, des cas d'intolérance sont observés, fait savoir l'organisation de la société civile « CAPG » qui œuvre en faveur d'un processus électoral démocratique, crédible et apaisé. Des photos et des symboles de campagnes sont arrachés à la place publique. Les électeurs reprochent à certains candidats de n'avoir pas tenu promesse lors de la législature passée. C'est le cas d'un candidat député national de l'opposition contesté à Walungu. Les sympathisants de quelques candidats du FCC sont accusés de bastonner d'autres électeurs moins favorables à ce regroupement politique. L'ONG CAPG invite les parties prenantes à la retenue et à la tolérance. De son côté, le secrétaire exécutif provincial de la CENI demande aux services commis à la sécurisation des élections de faire respecter la loi électorale. Celle-ci autorise un candidat à battre campagne, sans empêcher son adversaire de la faire.

Bunia : les FRPI prêtes à rendre les armes pour la paix au Sud d'Irumu. Les miliciens des Forces de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) se disent prêts à rendre les armes pour promouvoir la paix au Sud du territoire d'Irumu. C'est la conclusion de leur rencontre dimanche 25 novembre avec la délégation du programme de stabilisation et reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC) et les membres de la communauté locale. La rencontre a eu lieu à Kamatsi village à plus de soixante kilomètres au Sud de Bunia dans la chefferie des Walendu Bindi. La société civile coordination de l'Ituri salue ce processus, et appelle le gouvernement à saisir cette opportunité. Elle, comme les FRPI, disent attendre du gouvernement central, la signature de cet accord pour mettre fin à plus de 15 ans de souffrance des Walendu Bindi.

Kwilu : la société civile plaide pour l'installation de l'état-major des Fardc à Beni. Dans la province du Kwilu, la société civile, coordination de Kikwit invite le gouvernement à installer le siège de l'état-major général des Fardc à Beni ou dans les environs jusqu'à l'éradication des groupes armés qui opèrent des tueries dans cette région du pays.

Lualaba: militaires et policiers accusés de tracasser des habitants de Tenke. Les habitants des quartiers Mapasa, Nguba et commercial dans la cité de Tenke, province du Lualaba, dénoncent les tracasseries des militaires et policiers. D'après des témoignages des victimes, ces agents de l'ordre venus de la ville de Kolwezi se sont introduits dans la nuit de vendredi à samedi dernier dans des maisons, des boutiques et autres kiosques, sous prétexte de rechercher les creuseurs artisanaux accusés d'avoir volé des minerais dans la concession de l'entreprise TFM. Plusieurs personnes ont été interpellées puis relâchées moyennant paiement d'amendes. Le commandant de la police à Tenke précise que le commandement de la police de la province du Lualaba a organisé une opération de bouclage dans ces quartiers. Face aux plaintes de certains habitants, selon lui, le numéro 1 de la police dans la province du Lualaba s'est rendu le samedi à Tenke et a demandé à toute personne ayant perdu de l'argent ou d'autres biens d'approcher la police.

Kinshasa : déploiement de dispositifs sécuritaires dans des lieux stratégiques. Des dispositifs sécuritaires importants ont été déployés depuis dimanche 25 novembre dans des lieux stratégiques ainsi qu'autour de l'Ambassade des Etats-Unis et du centre américain à Kinshasa. Ce déploiement vise à rassurer la population locale après la diffusion la veille d'un message faisant état d'une « menace des terroristes », a indiqué la Police nationale congolaise (PNC). « Il s'agit d'une communication qui a été faite par l'Ambassade des Etats-Unis, où il était question d'une menace des terroristes au sein de leurs installations – pratiquement à Kinshasa. Et ils avaient demandé à leurs ressortissants d'observer une certaine prudence dans leurs déplacements », a affirmé le colonel Mwanamputu, porte-parole de la PNC.

RDC-Présidentielle : la police dit avoir déjà sécurisé 5 candidats. Cinq candidats présidentiels en dehors du candidat du FCC sont dotés chacun de 25 policiers chargés de les sécuriser tout au long de la campagne électorale jusqu'à l'élection présidentielle du 23 décembre, a indiqué le porte-parole de la Police nationale congolaise (PNC), le colonel Mwanamputu. Parmi les candidats qui ont déjà reçu les 25 policiers, le colonel Mwanamputu a cité Martin Fayulu, Gabriel Mokia, Philibert Mabaya, Noël Tshiani, Yves Mpunga. Selon le colonel Mwanamputu, tous les policiers déployés auprès de ces candidats sont pris en charge par le trésor public.

Les étudiants lèvent les barricades sur le site de l'Université de Kinshasa. Après la levée des barricades lundi 26 novembre, le calme est revenu à l'Université de Kinshasa. Auparavant, les étudiants ont sollicité l'implication du bureau du Sénat pour la levée de la grève des professeurs et la reprise rapide des cours. En réponse à cette demande, le président du Sénat leur a promis d'échanger avec le Gouvernement, le comité de gestion de l'Unikin et de l'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa afin que la grève soit levée et que la sécurité soit assurée sur le site universitaire.

Mardi 27 novembre.

Ebola en RDC : lancement d'un essai clinique pour évaluer l'efficacité des médicaments utilisés. Le ministère de la santé de la RDC a annoncé lundi qu'un essai clinique avait commencé pour évaluer l'efficacité et la sécurité des médicaments utilisés dans le traitement des patients atteints du virus Ebola au Nord-Kivu. « Bien que notre objectif reste de mettre un terme à cette épidémie, le lancement de l'essai contrôlé randomisé en RDC constitue une étape importante vers la découverte définitive d'un traitement Ebola qui sauvera des vies », a-t-il ajouté. Il s'agit du tout premier essai multi-médicaments pour un traitement contre Ebola. Cet essai fera partie d'une étude multi-épidémies et multi-pays acceptée par les partenaires dans le cadre d'une initiative de l'OMS. « Nous espérons ainsi un jour dire que la mort et la souffrance causées par Ebola sont derrière nous », a dit le chef de cette agence onusienne. En octobre, l'OMS avait convoqué une réunion des organisations internationales, des partenaires des Nations Unies, des pays exposés au risque d'Ebola, des fabricants de médicaments et d'autres acteurs afin de convenir d'un cadre permettant de poursuivre les essais lors de la prochaine épidémie d'Ebola, où et quand elle aura lieu. Au fil du temps, cela conduira à une accumulation de preuves qui

aideront à tirer des conclusions solides d'une épidémie à l'autre sur les médicaments actuellement disponibles et sur tout nouveau médicament susceptible de se présenter.

Le procès du chef milicien Sheka s'ouvre à Goma. Le procès de Ntaberi Sheka, l'ancien chef de la milice « Nduma Defense of Congo » (NDC), s'ouvre ce mardi 27 novembre devant la cour militaire opérationnelle de Goma (Nord-Kivu). Le prévenu Ntaberi Sheka est poursuivi de plusieurs chefs d'accusation qu'il est présumé avoir commis en 2013, dans le territoire de Walikale. Il s'agit notamment des viols massifs de plus de trois cents femmes à Luvungi, Tweno et Kembe. Il aurait aussi tué plus de quatre civils à Chobu, Lubonga, Bunyampuri. Sheka et ces co-accusés auraient aussi incendié plusieurs centaines des maisons dans le même secteur. Il lui est aussi reproché les actes de pillages dans plusieurs villages ainsi que des crimes contre l'humanité. Il aurait enrôlé et réduit en porteurs des fardeaux plusieurs centaines d'enfants dans sa milice. L'esclavage sexuel est aussi parmi les faits reprochés à Sheka.

Elections 2018 : Emmanuel Ramazani promet l'effectivité de la retenue à la source des 40% des recettes provinciales. Emmanuel Ramazani Shadary, le candidat du FCC à la présidentielle de décembre 2018 a promis l'effectivité de la retenue à la source des 40% des recettes des provinces. Lors de son meeting tenu lundi 26 novembre au stade Kibasa Maliba de Lubumbashi (Haut-Katanga), il a aussi affirmé que l'enseignement primaire serait gratuit. Emmanuel Ramazani a aussi mis l'accent sur l'émergence de la RDC, l'octroi de bourses aux étudiants et la lutte contre la corruption et l'impunité. Pour sa part, le directeur de cabinet du chef de l'Etat et coordonnateur du FCC, Néhémie Mwilanya, a demandé aux habitants de Lubumbashi de voter massivement pour Emmanuel Ramazani Shadary qui « incarne la philosophie de Joseph Kabila. »

Meurtre des experts de l'ONU : des personnalités mises en cause. Vincent Manga, l'un des principaux prévenus poursuivis pour le meurtre des experts de l'ONU au Kasai a mis en cause, au cours de l'audience du lundi 26 novembre, certaines personnalités qui, selon lui, fournissaient les miliciens en munitions. Parmi elles, un ancien gouverneur, un ancien ministre, un officier de l'armée et un candidat de la Majorité présidentielle aux prochaines législatives. Selon le prévenu, ces personnes avaient promis aux miliciens des biens en récompense, après l'exécution de Zaida Catalan et Michael Sharp. Le prévenu affirme que le soir après l'exécution des experts, Jean Bosco Mukanda a fait savoir que les miliciens seraient récompensés après le meurtre de Zaida Catalan et Michael Sharp. M. Mukanda leur aurait notamment annoncé qu'ils recevraient un véhicule, des numéros matricules à la fonction publique ainsi que des parcelles d'habitation. Vincent Manga relate également que le milicien Kabongo Gérard aurait alors demandé à Mukanda qui allait concrétiser cette promesse. En réponse, Mukanda lui aurait dit qu'il avait causé avec le gouverneur Kande, le colonel Mambweni, Clément Kanku et Richard Ilunga, tous cités par Manga comme étant les mêmes personnes qui alimentaient la milice en munitions. Jean Bosco Mukanda qui a pris la parole à son tour a dit regretter que Vincent Manga dise « des mensonges », étonné d'être ainsi mis en cause.

Intolérance électorale : l'avocat du candidat Jose Pande appelle à l'apaisement à Mbuji-Mayi. Me Willy Lukusa, avocat du candidat Jose Pande aux élections législatives, a demandé ce mardi 26 novembre, à la population de la ville de Mbuji-Mayi d'observer une attitude de tolérance durant cette période de campagne afin que celle-ci puisse se passer dans un climat apaisé. Selon cet avocat, les affiches et portraits de son client, le candidat José Pande, ont été arrachés à Mbuji-Mayi. Il affirme par ailleurs que les chargés de campagne se disputent les espaces pour afficher les portraits des leurs candidats.

Nord-Kivu : les cours reprennent à Beni après plus d'un mois de grève. Les activités scolaires ont repris, mardi 27 novembre à Beni au Nord-Kivu, sur décision de l'Assemblée générale extraordinaire des syndicats des enseignants de la ville. Les cours avaient été suspendus à Beni depuis le début du mois d'octobre. Les grévistes exigeaient notamment le rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région afin de rétablir un bon climat de travail. Ils demandaient aussi leur prise en charge totale par l'Etat congolais. « Sans que nous n'ayons trouvé une seule réponse sur nos revendications, nous avons décidé de reprendre les cours. C'est maintenant à la communauté de savoir comment se comporter vis-à-vis de cette situation », a averti Tembo Muliwavyo.

Candidat commun de l'opposition : Batumona appelle à un rapprochement Fayulu – Tshisekedi. Le Mouvement de Solidarité pour le Changement, MSC, un parti politique de l'opposition membre du regroupement UDPS et Alliés, appelle la Coalition Lamuka et le Cap pour le Changement (CACH) de trouver rapidement un consensus et désigner un seul candidat ici à Kinshasa pour faire face au candidat du Front Commun pour le Changement, FCC. « Moi je lance cet appel au président Fayulu Martin (de la coalition Lamuka) qui est un ami, ainsi qu'au Cap pour le Changement (de Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe), pour que nous puissions-nous retrouver pour une proposition d'une désignation d'un nouveau dirigeant qui va porter le chapeau de toute l'opposition entière », a plaidé Laurent Batumona.

Les professeurs de l'Université de Kinshasa lèvent leur grève. L'Association des professeurs de l'Université de Kinshasa a décidé mardi 27 novembre de reprendre immédiatement les activités académiques, mettant ainsi fin à leur grève qu'ils observent depuis le 8 octobre dernier. Les professeurs ont salué l'exécution partielle de leurs revendications par le Gouvernement. Bien qu'insatisfait, l'Apukin affirme avoir consenti à lever la grève vu le contexte sociopolitique du pays, marqué par la campagne électorale, et les échauffourées survenues à l'Unikin, qui ont coûté la vie à deux étudiants.

Pierre Lumbi, directeur de campagne de Martin Fayulu. Martin Fayulu, candidat de la coalition Lamuka à la présidentielle de décembre, a procédé lundi 26 novembre dans la soirée à la mise sur pied de son équipe de campagne. Pierre Lumbi, vice-président la plate-forme « Ensemble pour le changement » de Moïse Katumbi, est désigné directeur de cette équipe. « Ce qu'on vient de m'accorder comme tâche, c'est de conduire le président Martin Fayulu à la victoire », a déclaré Pierre Lumbi.

Kinshasa : arrivée de Felix Tshisekedi et Vital Kamerhe. Felix Tshisekedi, président de l'UDPS et candidat à l'élection présidentielle du 23 décembre, et Vital Kamerhe, président de l'UNC, sont arrivés mardi 27 novembre à Kinshasa en provenance de Bruxelles. A peine arrivés, les deux hommes ont improvisé un point de presse à l'aéroport de N'djili. « Nous ne sommes pas en retard par rapport à la campagne électorale. C'est le peuple qui va voter. Et nous constituons le ticket gagnant », a déclaré Vital Kamerhe en réponse à une question des journalistes. De son côté, Felix Tshisekedi a annoncé « le ralliement de toutes les forces de l'opposition » à sa candidature. Selon lui, des contacts seraient déjà pris dans ce sens. « Dans 48 heures, vous serez fixés sur notre nouvelle feuille de route », a-t-il promis. Par la suite, leur cortège s'est ébranlé lentement vers la permanence de l'UDPS à Limete, accompagné d'une foule nombreuse.

Mercredi 28 novembre.

Le procès Sheka est « un signal fort de la lutte contre l'impunité » (Julien Paluku). La comparution de Ntabo Ntaberi Sheka devant la cour militaire opérationnelle est un signal fort contre l'impunité à l'égard des détenteurs illégaux d'armes dans la province, a déclaré le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, à l'ouverture, mardi 27 novembre à Goma, du procès de cet ancien chef du groupe armé Nduma Defense of Congo (NDC). Pour la Monusco, le temps est venu d'en finir avec l'activisme des groupes armés. L'impunité dont profitent les chefs des milices est à la base de l'instabilité sécuritaire, qui a fait beaucoup de dégâts au Nord-Kivu, estime Julien Paluku. Lorsque tout le monde sait qu'en commettant un dégat il peut être entre les mains de la justice, selon lui, ça peut réduire la possibilité pour les autres de commettre les mêmes dégâts. Ntabo Ntaberi Sheka comparait avec huit autres ex-chefs des milices devant la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu qui siège en matière répressive en premier et dernier ressort. Pour la Monusco, l'ouverture de ce procès constitue une victoire du gouvernement congolais dans la lutte contre l'impunité. La Monusco est intervenue « en faisant une opération d'extraction de Sheka et on a donné un appui à la justice militaire pour que ce procès se passe dans les meilleures conditions possibles ».

Lubumbashi : les affiches des campagnes déchirées, la CENI demande à saisir la justice. Près d'une semaine après le lancement de la campagne électorale, les affiches de certains candidats à la députation provinciale et nationale sont déchirées ou remplacées par celles d'autres concurrents, soit du même camp soit du camp adverse. Mimie Mukulumoya, secrétaire exécutif de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) du Haut-Katanga affirme que les candidats dont les affiches sont déchirées peuvent saisir la justice parce qu'il s'agit d'une infraction.

Mbuji-Mayi : accrochages entre jeunes de l'UDPS et sympathisants du gouverneur. La fédération de l'UDPS au Kasaï-Oriental déplore l'agression contre ses militants, mardi 27 novembre, lors de leur procession sur les principales artères de la ville de Mbuji-Mayi pour lancer officiellement la campagne électorale dans la province. Ce coup d'envoi a coïncidé avec le retour au pays de Felix Tshisekedi et Vital Kamerhe. L'UDPS accuse le groupe « 100% Ngoyi Kasanji », la jeunesse qui soutient le gouverneur de province, de les avoir provoqués par des jets de pierres et de s'être intercalés sur leur chemin. Le camp du gouverneur Ngoyi Kasanji rejette toutes ces accusations et attribue aux sympathisants de l'UDPS des actes d'intolérance, notamment la casse et destruction des effigies des candidats du Front commun pour le Congo (FCC).

Campagne électorale à Lualaba : toujours pas d'engouement à Fungurume. Aucun candidat n'est visible sur le terrain à Fungurume (Lualaba), près d'une semaine après le lancement de la campagne électorale, a décrit mardi 27 novembre la société civile locale. D'après elle, seules trois effigies sont placées et des spots sont diffusés dans les médias locaux.

Sud-Kivu : les policiers interdits de porter des insignes des candidats. Aucun policier ne peut porter des insignes d'un quelconque candidat, a interdit mercredi 28 novembre, le commissaire provincial de la Police nationale congolaise (PNC), le général Louis Segond Karawa. Il assure que tous les candidats sans distinction peuvent compter sur la PNC pour leur sécurité au cours de la campagne électorale comme le jour même des scrutins. Il promet aussi de réprimer toute personne qui va arracher les affiches des autres candidats.

Kananga : faire le suivi de la lutte contre l'impunité, une des missions des experts de l'ONU. La première équipe d'experts internationaux avait fait état dans son rapport des crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis au Kasai. Elle avait recommandé notamment de lutter contre l'impunité en sanctionnant les crimes les plus graves. Elle avait publié, le 3 juillet dernier, un rapport détaillé sur la situation dans la région. « Ce rapport faisait des recommandations très concrètes notamment dans le sens de la lutte contre l'impunité et dans le sens des mesures en faveur de la réconciliation des communautés en conflit. C'est dans ce cadre que la résolution a nommé une enquête qui est chargée spécifiquement de voir comment la RDC est en train de mettre en œuvre les recommandations du rapport de la première équipe et de voir dans ce cadre comment appuyer la mise en œuvre de ces recommandations », a dit Bacre Waly Ndiaye, l'un des deux experts. La deuxième équipe d'experts a été nommée à la suite d'une résolution du conseil des droits de l'homme de l'ONU adoptée en juillet dernier. Elle a commencé son travail la semaine dernière.

Kisangani : le siège d'une association de soutien à Emmanuel Ramazani vandalisé. Un groupe de jeunes coalisés identifiés aux étudiants et conducteurs de moto-taxi ont vandalisé, mardi 27 novembre, le siège de Génération Ramazani Shadary, dans la commune de Makiso à Kisangani (Tshopo). Des blessés graves et d'autres dégâts matériels importants ont été notifiés, indique le bureau de cette plateforme électorale, qui soutient le candidat du Front commun pour le Congo (FCC). Les manifestants ont également arraché à leur passage dans les rues autour du marché central, des banderoles, calicots ainsi que des effigies de campagne de leurs adversaires politiques. Après cet incident, les policiers ont été déployés aux alentours de cet immeuble et à certains endroits de la Commune Makiso pour assurer la sécurité.

Kamina : une vingtaine d'ex-combattants sollicite l'appui de la Monusco pour leur réintégration. Une vingtaine d'ex-combattants démobilisés de la base militaire de Kamina dans le Haut Lomami, sont allés solliciter l'appui de la Monusco lundi 26 novembre pour que le gouvernement accélère le processus de leur retour dans la vie civile. Ces ex-combattants préfèrent repartir chez eux. Ils se plaignent d'être mal nourris, de dormir sur l'herbe et de manquer de médicaments en cas de maladie. Banza Bindjon, responsable de l'Unité d'Exécution du Programme National de Désarmement Démobilisation et Réinsertion qui gère ces démobilisés indique que jusqu'à présent, ses chefs n'ont pas encore déclenché le processus de réinsertion ou d'intégration communautaires de ces ex-combattants.

Jeudi 29 novembre.

Ituri : 4 morts dans plusieurs attaques armées à Djugu. Quatre personnes, dont un militaire des Fardc, ont été tuées entre mardi et mercredi 28 novembre par des hommes armés non autrement identifiés dans plusieurs villages du territoire de Djugu (Ituri). Trois attaques ont été signalées depuis la nuit dernière notamment dans les villages de Lodjo et Galayi, à plus de cent km au nord de Bunia, et de Laudjo, en collectivité de Walendu Pitsi.

Début de l'opération policière « Basadi VII » contre les violences faites aux femmes et aux enfants. La Police nationale congolaise (PNC) a lancé mercredi 28 novembre à Kinshasa l'opération dénommée « Basadi VII ». Elle consiste à rechercher auprès de la population des informations relatives aux cas de violences faites aux femmes et aux enfants, afin d'en arrêter les auteurs et les déférer devant les juridictions compétentes. Lancée par le commissaire divisionnaire Patience Mushid Yav, commissaire général adjoint chargé de la police administrative, l'opération se déroule dans plusieurs provinces de la RDC. Sept commissariats provinciaux sont concernés par cette opération. Il s'agit de ceux de Kinshasa, du Haut-Katanga, du Nord et Sud-Kivu, du Kongo-Central, du Kwilu et de la Tshopo. L'opération « Basadi VII » va se clôturer dans deux jours. « Pendant ces deux jours, la police va cibler, arrêter, auditionner et déférer devant la justice tous ces gens qui se comportent mal en ce qui concerne la femme et les enfants », a averti le commissaire divisionnaire Patience Mushid. La publication des résultats de cette opération va intervenir le 5 décembre 2018, d'après le général Mushid. Ces résultats seront transmis à Harare le 6 décembre 2018, comme contribution de la RDC dans la synergie de la lutte contre les violences faites aux femmes et enfants au niveau des pays membres de la SADC.

Election 2018 : la protection des civils au cœur du mandat de Monusco. « La protection des civils comme la protection en général, c'est toutes ces activités qui visent à assurer la protection intégrale de l'homme, même si nous sommes dans un contexte de trouble social. Même pendant la guerre, il y a un droit qui doit être respecté », a déclaré Lorenzo Tshibumbu,

l'un des animateurs de l'atelier d'appui au Cadre de concertation nationale de la Société civile. Un atelier organisé par la section des affaires civiles de la Monusco. Pour cet animateur, la protection des civils au niveau des Nations Unies se fait par trois axes : « il y a d'abord la prévention à travers le processus politique, il y a la gestion, par exemples, des urgences, la protection physique et aussi la consolidation des acquis...donc, quand on dit la protection des civils, il s'agit des droits de l'homme dans leur intégralité ».

Goma : 3 morts après accrochages entre riverains et gardes de parc des Virunga. Trois personnes ont été tuées, un éco-garde de l'ICCN et deux civils, et une autre blessée dans une confrontation entre des manifestants et les éléments de la force conjointe Eco-gardes de l'ICCN et Fardc mercredi 28 novembre dans l'enclave de Vitshumbi au bord du lac Edouard, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), selon les sources de la société civile locale. Les manifestants, dont certains en uniforme scolaire, exigeaient aux responsables locaux de l'ICCN l'autorisation sans condition d'entrée des matériaux de construction dans l'enclave de pêche de Vitshumbi, qui reste jusque-là rigoureusement réglementée par cette autorité officielle du parc national des Virunga. Mais parmi ces manifestants, certains auraient été armés, ce qui a fait tourner la manifestation en une confrontation armée, indiquent des sources locales. Selon certaines sources administratives et la société civile locale, les manifestants armés seraient des Mai-Mai, déguisés en élèves. Ces sources évoquent le fait que dans la fusillade, un éco-garde de l'ICCN a été tué, alors que dans la réplique, la force conjointe a causé la mort de deux civils locaux.

Nord-Kivu : la société civile de Banande Kaina appelle à l'intervention des autorités contre l'insécurité. La société civile de Banande Kaina au Nord-Kivu appelle à l'intervention des autorités pour permettre à la population de cette région participer aux élections. D'après cette structure citoyenne, huit des douze localités de cette entité se sont vidées de leurs habitants à cause de l'insécurité. Ce groupement est totalement coupé du reste de la province du Nord-Kivu à cause de la dégradation de la route et de l'insécurité. Pour s'y rendre il faut désormais contourner par la province de l'Ituri, soit plus de 360 km.

Elections 2018 : la Société civile demande aux électeurs de résister à la manipulation. La Société civile Forces vives appelle la population à ne pas céder à la manipulation tribalo-ethnique de certains politiciens véreux qui ont la culture de l'intolérance et de la violence. Le message signé par Thomas d'Aquin Mwiti, vice-président de la société civile rappelle que les élections constituent un mode de désignation des dirigeants, et la campagne électorale, une occasion pour les candidats de convaincre les électeurs. Elle considère ainsi qu'il n'est pas indiqué que la campagne électorale soit transformée en bagarres, tueries, injures, arrestations, tortures ou autres actes répréhensibles. C'est plutôt, dit-elle, une occasion pour les candidats de confronter leurs idées et de présenter leurs projets de société.

Beni : la FEC salue le bouclage des forces de l'ordre à Kasindi. La Fédération des Entreprises du Congo (FEC) à Kasindi salue l'action de bouclage que mène la police et l'armée, depuis ce jeudi 29 novembre matin, dans certains quartiers de la commune rurale de Kasindi-Lubihira, une agglomération frontalière avec l'Ouganda, située à plus ou moins 90 km à l'Est de la ville de Beni au Nord Kivu. Ces bouclages pourront aider au rétablissement de la sécurité dans cette cité en proie aux braquages nocturnes des boutiques et aux vols du bétail qu'opèrent des hommes en armés non autrement identifiés.

Beni : incinération du chanvre et boissons fortement alcoolisées. Les services de sécurité de Beni ont incinéré mercredi 28 novembre devant la mairie de cette ville six sacs de chanvre et 47 cartons des boissons fortement alcoolisées et prohibées. Selon le porte-parole des opérations Sokola 1, le capitaine Mak Hazukay, ces produits ont été saisis par les Fardc pendant qu'ils étaient en route vers les lieux de leur commercialisation.

Ituri : des morts dans une attaque contre les Fardc à Mahagi. Trois positions des Forces armées de la RDC ont été attaquées mercredi en Ituri par des hommes armés non autrement identifiés. Ces attaques ont eu lieu au bord du lac Albert dans le Territoire de Mahagi, notamment dans les localités de Mukatshi, Kwero et Nzonzo dans la chefferie de Mokambo. Selon des sources locales, les combats ont duré plusieurs heures et causé des morts dans les rangs de l'armée et de la population civile. La Société civile citant des témoins affirme que les assaillants venus des localités voisines du territoire de Djugu étaient lourdement armés de fusils et d'armes blanches.

Vendredi 30 novembre.

Elections 2018 : le gouvernement réfute l'accusation de refus d'atterrissage des avions de Fayulu. Le gouvernement congolais ne refuse pas à un candidat d'autoriser les autorisations de survol et d'atterrissage en RDC des aéronefs pour la campagne électorale. C'est ce qu'a déclaré jeudi 29 novembre à Radio Okapi, Lambert Mende en réponse au directeur de campagne de Martin Fuyulu qui a mis en cause les autorités de la RDC. Pierre Lumbi, directeur de campagne de Martin Fayulu, a dénoncé jeudi des « manœuvres sordides et dilatoires du gouvernement, qui en réalité retarde délibérément les

autorisations de survol et d'atterrissage des aéronefs affrétés de l'extérieur » par le candidat de la coalition Lamuka à l'élection présidentielle du 23 décembre. Toutes les conditions ayant été réunies, les autorisations devraient, selon lui, être accordées pour tous les quatre aéronefs concernés. Tout en qualifiant ces informations de mensongères, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, estime que « tout cela procède de stratégies un peu infantiles pour attirer l'attention sur soi puisqu'on est en retard de mobilisation » ; avant de poursuivre : « Nous n'avons pas de raison d'empêcher un Congolais qui veut faire venir du matériel de le faire. C'est hors de question ! » Martin Fayulu prévoit de démarrer sa campagne électorale dimanche 2 décembre à Beni, au Nord-Kivu, selon le programme communiqué jeudi à la presse par son directeur de campagne.

Elections 2018 : le siège de BUREC, un parti de la majorité, vandalisé à Mbandaka. Le siège fédéral du parti BUREC, Bloc Uni pour la Renaissance et l'Energie du Congo, un parti membre de la Majorité Présidentielle, a été saccagé et son matériel de campagne emporté par des inconnus dans la nuit du mardi à mercredi 28 novembre dernier. Le Secrétaire fédéral du BUREC, Guy Ebuna dénonce aussi le fait que les statuts du parti, les affiches et du matériel de campagne ont été emportés par ces assaillants.

Elections 2018 : des candidats députés signent une charte de redevabilité dans la Tshopo. Une dizaine de candidats députés provinciaux et nationaux ont été sensibilisés jeudi 29 novembre sur le rôle constitutionnel d'un parlementaire une fois élu. Cette activité organisée à Kisangani par la cellule de liaison parlementaire provinciale de la Tshopo, une structure de la Conférence Episcopale Nationale du Congo, a connu la participation des candidats députés nationaux et provinciaux en quête de suffrage aux élections du 23 décembre. La plupart des députés provinciaux et nationaux élus en 2006 et 2011 se sont distingués dans la recherche des intérêts personnels oubliant leur mission constitutionnelle, a estimé Emmanuel Amuri, animateur de l'éducation civique électorale au sein du CLPP/Tshopo. La CLPP Tshopo dans sa mission d'éducation civique et électorale sensibilise également la population notamment sur le vote utile.

Bukavu : un officier supérieur militaire condamné à perpétuité pour crimes contre l'humanité. Le lieutenant-colonel Mabiala Ngoma Alma, est reconnu coupable des crimes contre l'humanité par viols, meurtres et autres actes inhumains. Ces faits avaient été commis par les unités du bataillon spécial, sous sa houlette, dans le territoire de Kalehe en juin 2013. Lors de cette attaque, neuf personnes avaient été tuées par balle, plusieurs femmes violées, des biens pillés, et plus d'une centaine de maison incendiées. La cour militaire, siégeant à Kalehe depuis la semaine dernière, estime qu'en tant que chef hiérarchique, sa responsabilité était engagée et que le lieutenant-colonel Mabiala Ngoma devait surveiller le mouvement de ses troupes. Condamné à perpétuité - même si le ministère public avait requis sept ans de prison, cet officier supérieur militaire devra payer, avec la RDC, des dommages et intérêts en faveur de 146 victimes de ses exactions. Ce prononcé du verdict avec arrestation immédiate s'est fait en l'absence du prévenu. Son avocat indique qu'il est malade et annonce son intention d'aller en appel.

Nord-Kivu : nouvelles destructions par des manifestants armés à Vitshumbi. Le bureau de la Coopérative des pêcheurs de Virunga (COOPEVI) ainsi que le bâtiment de son économat ont été détruits et incendiés dans la matinée de jeudi par les mêmes manifestants qui s'en étaient pris, la veille, au poste des gardes de l'ICCN. Selon une source de la COOPEVI, il s'agirait d'actes de vengeance et de représailles, après la confrontation de mercredi, qui s'est soldée par la mort de 3 personnes dont un éco-garde. En début d'après-midi, jeudi, ajoutent les mêmes sources, c'est la résidence privée du directeur de la COOPEVI ainsi que celle du président de comité des pêcheurs qui ont été attaquées et détruites. Tous les collaborateurs proches de l'ICCN et de la COOPEVI vivent actuellement en clandestinité, précisent ces sources.

L'unique machine à voter de Walendu Bindi en panne. La majorité d'électeurs de la chefferie de Walendu Bindi en Ituri n'est pas sensibilisée à l'utilisation de la machine à voter. La seule machine destinée à cette collectivité est même tombée en panne, a déploré jeudi 29 novembre un des candidats de cette chefferie aux scrutins du 23 décembre. Selon lui, il sera difficile à leurs électeurs d'exprimer correctement leur choix le jour du vote. Pour éviter la perte des voix, ces derniers demandent à la Ceni de ne pas recourir à cet outil lors des scrutins. Non seulement l'unique machine ne suffit pas, a-t-il poursuivi, mais la grande partie de la population locale ne sait pas l'utiliser. « On a formé les gens dans un seul village, sur les trois cents que compte la chefferie de Walendu Bindi. Alors, on ne sait pas comment les élections vont se passer avec cette machine-là », s'est interrogé Masumbuko Adaba.

Elections 2018 : le MLC proteste contre l'utilisation de l'image de son leader sur l'affiche d'un adversaire politique. Le Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba, dénonce l'utilisation de l'image de son leader, Jean-Pierre Bemba, sur les affiches de campagne du parti Union des Congolais Libres (UCL). Papy Ekate, secrétaire fédéral du MLC dans l'Equateur accuse le candidat député provincial Ilumbe Bamala du parti UCL d'avoir posé, au quartier

Bongondjo à Mbandaka, des affiches de campagne sur lesquelles on peut voir le visage de Jean-Pierre Bemba en arrière-plan.